



Institut de Documentation et de  
Recherche sur la Paix

# *Les cahiers* *de l'IDRP*

octobre 2012

\* Quels défis pour La Russie  
aujourd'hui ?

*par Jean Géronimo - Jacques Sapir - Patrick Kamenka*

\* BRICS : politiques d'armement et  
désarmement... Réalités et enjeux.

*par Daniel Durand*

## Après l'élection de Poutine et l'impasse syrienne :

### retour vers la Guerre froide ?

par Jean Geronimo  
Spécialiste des questions économiques et stratégiques russes  
Université Pierre Mendès France, Grenoble II <sup>(1)</sup>

« *La Russie n'est respectée et prise au sérieux que lorsqu'elle est forte et qu'elle se tient fermement campée sur ses positions* »

Vladimir Poutine  
Président de la Fédération de Russie  
Déclaration de politique étrangère<sup>2</sup>  
27/02/2012

A l'heure de l'embrasement « démocratique » de l'Echiquier arabe, potentiellement contagieux à la périphérie post-soviétique, la Russie de Poutine redoute de nouvelles tentatives de déstabilisation extérieures destinées à *bloquer* son retour sur la scène mondiale. Face aux nouvelles menaces grevant la zone d'influence russe, aux risques de propagation des récentes « révolutions » et en raison de l'impasse syrienne enfantée par les crises arabes, on peut craindre dans un avenir proche une **opposition frontale** entre les axes arabo-occidental et sino-russe ou, du moins, l'exacerbation de cette rupture entre les deux pôles dominants de cette crise géopolitique majeure.

Cette rupture semble d'autant plus irréversible que la « rébellion » anti-Assad, financée et armée de l'étranger, encouragée par sa *légitimité médiatique*, a très durement frappé, le 19 juillet 2012, le cœur politique de la Syrie : Damas – et, un peu plus tard, son cœur économique : Alep. Avec, à la clé, le massacre de citoyens et de loyalistes pro-Assad, étrangement occulté par les médias occidentaux. Depuis, c'est un engrenage sanglant et sans fin qui s'amorce, alimenté par des techniques terroristes : « *le terrorisme arrive en tête des méthodes utilisées par l'opposition armée* »<sup>3</sup> a affirmé le 12 novembre 2012, Maria Zakharova, porte-parole du MID. Un point de *non retour* a été atteint.

Cette montée bipolaire des tensions est attestée par un ensemble de signes, dont la mise en scène savamment orchestrée de la réunion du 6 juillet 2012 des (faux) « Amis de la Syrie », destinée à donner une forme de légitimité politique à la rébellion. Cette réunion a été fort justement occultée par russes et chinois, en raison de décisions *pré-établies*, supervisées par le grand frère américain et unilatéralement focalisées contre la « sanguinaire dictature » Assad. Ces curieux « amis » se réfèrent de plus en plus (via la Ligue arabe) au chapitre VII des Nations Unies autorisant une intervention militaire et à l'idée (via la Turquie) d'instaurer un couloir d'exclusion aérienne en Syrie – voire, à terme, d'imposer (via la France) un gouvernement transitoire. Aujourd'hui, tout s'accélère et on note une *radicalisation* croissante

---

1 [Jean.Geronimo@upmf-grenoble.fr](mailto:Jean.Geronimo@upmf-grenoble.fr)

2 <http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html> : « La Russie et l'évolution du monde », article de V. Poutine sur la politique étrangère, 27/02/2012 – RIA Novosti.

3 <http://fr.ria.ru/world/20121012/196298074.html> : « Syrie : l'ONU ne doit pas se borner à condamner les attentats », MID, 12/10/2012 – RIA Novosti.

des « Amis de la Syrie » avec, notamment, une condamnation redondante du régime syrien sur la scène médiatique des Nations Unies – tel un étrange ritualisme.

Selon un scénario déjà bien huilé, car expérimenté en d'autres circonstances marquées par la désinformation comme *pratique d'Etat instituée*, ces « amis » prônent l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution donnant la possibilité d'un **recours à la force**. En fait, une telle action militaire pourrait se réaliser sans le feu vert onusien, dans l'hypothèse d'un gouvernement provisoire reconnu par l'Occident et apte, dès lors, à demander une « aide extérieure » sans l'aval du Conseil de sécurité. Une autre alternative – militairement peu viable – serait d'intervenir dans le cadre institutionnalisé de la Ligue arabe, sur la base d'une « force d'interposition ». De manière allègre, les diplomaties arabo-occidentales œuvrent en ce sens et, désormais, elles alimentent une forme de violence légitime, ouvertement dénoncée par Vladimir Poutine, le 26 septembre 2012 : « *L'incitation sous toutes ses formes à la violence pour le renversement d'un régime ne mène qu'à l'impasse. La violence engendre la violence* »<sup>4</sup>.

En théorie, l'enjeu est d'assurer la paix civile mais, en réalité, d'amener l'instabilité syrienne à un **seuil critique** justifiant une intervention étrangère. Dans le même temps, il s'agit de défendre les intérêts géopolitiques des monarchies arabes liées aux pétrodollars et donc, à leur rente énergétique – intérêts étroitement corrélés à ceux des démocraties occidentales, enclines à redessiner à leur profit la carte énergétique de la région. En définitive, il s'agit aussi de redistribuer les *cartes politiques* dans le pays et, en conséquence, dans une région stratégique, au détriment de l'axe sino-russe. Un non-dit, certes politiquement correct, au service des intérêts américains.

L'objectif ultime et implicite de la coalition d'intérêts arabo-occidentale est donc d'éliminer le régime Assad (perçu comme excessivement « anti-américain ») contre l'avis des dirigeants chinois et russes, redoutant une **déstabilisation régionale** et l'arrivée au pouvoir des radicaux islamistes – qui pourrait, bientôt, gangrener leur propre espace politique. Ainsi, selon le ministère russe des Affaires étrangères, « (...) *les renseignements fournis par des acteurs extérieurs à l'une des parties en conflit risquent d'aggraver la crise en Syrie et de déstabiliser non seulement ce pays, mais aussi l'ensemble du Proche-Orient* »<sup>5</sup>. Cette montée de l'Islam radical (de l'extrémisme religieux, en général) est définie dans la pensée stratégique russe et, dès l'année 2000, – grâce à l'inflexion alors opérée par Poutine – parfaitement anticipée par son Concept de sécurité, comme une « nouvelle menace ». Une telle évolution est d'ailleurs amorcée au Moyen-Orient et, désormais, en Afrique – au Mali et au Nigeria pour commencer – comme *sous-produit collatéral* d'un « Printemps arabe » qui pourrait, in fine, s'étendre à la périphérie post-soviétique. Un **effet domino**, désormais incontrôlable et, paradoxalement, encouragé par l'Occident – prémices d'un « Hiver islamiste ».

Dans cette optique, et au regard de l'émergence de deux axes politiques antagonistes, impulsés par les leaderships américains et russes selon l'ancienne logique conflictuelle Est/Ouest, peut-on réellement parler de *retour* vers la Guerre froide ? Et, au final, la réélection de Vladimir Poutine, insidieusement contestée par la stratégie informationnelle de Washington, via ses ONG moralisatrices, ne va-t-elle pas accélérer cette évolution ?

---

4 « Poutine appelle l'Ouest à "tirer les leçons" et cesser les ingérences », AFP, le 26/09/2012, 12:11:06.

5 <http://fr.rian.ru/world/20120828/195811790.html> : « L'aide occidentale aux rebelles déstabilise le Proche-Orient », MID, 28/08/2012 – RIA Novosti.

## **Désidéologisation, dialogue de sourds et paix des braves : amorce d'un rapprochement ?**

La disparition de l'Union soviétique, en décembre 1991, a précipité le recul des grandes **idéologies structurantes** du XX<sup>e</sup> siècle, porteuses de visions révolutionnaires et émancipatrices, voire de croyances irrationnelles, pour les peuples opprimés.

Dans un premier temps, cette disparition a fait naître l'espoir d'un ordre mondial post-guerre froide plus égalitaire et enfin apaisé. Et certes, en dépit d'une certaine tension entretenue par la politique agressive des administrations Clinton et Bush, renforcée par la double extension de l'OTAN et de son bouclier nucléaire à l'Est poursuivant **l'encercllement stratégique** de la Russie, la conflictualité américano-russe a semblé, alors, diminuer.

Toutefois, depuis le début des années 2000, avec le « prétexte » afghan et sous la poussée du *vent libéral* de l'histoire, porteur de valeurs morales supérieures au nom d'une troublante « destinée manifeste », on observe une intrusion croissante de l'axe OTAN-USA dans l'ancien espace soviétique, principalement en zones caucasienne et centre-asiatique. Moscou suspecte l'administration américaine d'instrumentaliser la *mouvance islamiste* pour éroder les bases historiques de sa domination et, au-delà, de sa légitimité dans cette région particulièrement convoitée. Elle redoute, notamment, une **contagion révolutionnaire** issue d'un « Printemps arabe » guidé de l'Étranger.

Dans cette optique, en créant de l'instabilité dans les parties musulmanes de la zone d'influence russe, les crises arabes sont une *opportunité* pour Washington d'y poursuivre son avancée et, par ce biais, bloquer le retour russe dans sa proche périphérie – considéré, par Moscou, comme le passage obligé et préalable de son retour sur la scène mondiale. Cette ingérence américaine dans les « révolutions » arabes, avec l'aide des monarchies du Golfe, est amèrement regrettée par V. Poutine. Selon lui, cette « *ingérence extérieure (...), ainsi que le caractère militaire de cette ingérence, ont contribué à une évolution négative de la situation* »<sup>6</sup>. Dans la mesure où les grands axes traditionnellement « anti-russes » de la diplomatie américaine sont maintenus, le récent rapprochement initié par l'administration Obama doit donc être relativisé. En quelque sorte, une forme de paix « froide ».

En réalité, la relance du dialogue entre les deux anciens ennemis de la Guerre froide répond d'abord à la nécessité de s'entendre sur des points cruciaux exprimant des intérêts stratégiques communs. Ces derniers intègrent les nouvelles menaces *a-idéologiques* du XXI<sup>e</sup> siècle, dont celles liées à la montée d'idéologies nationalistes, religieuses et identitaires surfant sur le levier terroriste. Ces intérêts sont, par définition, prioritaires et défendus dans le cadre d'une stratégie de long terme définie à l'échelle de l'Eurasie, montrant une redoutable cohérence et s'appuyant – si nécessaire – sur un ensemble de compromis temporaires entre leaderships concurrents. Au final, cette évolution a débouché sur un *équilibre d'intérêts* relativement fragile et faisant l'objet d'une renégociation permanente. En ce sens, l'équilibre géopolitique post-guerre froide est structurellement *instable*.

Aujourd'hui, une sorte de **pacte tacite** lie américains et russes : aide russe en Afghanistan (utilisation du couloir aérien russe, formation et armement des militaires afghans, fourniture d'hélicoptères de combat, transmission du « savoir-faire russe » dans la lutte antiterroriste) *versus* intégration (via l'OMC) de la Russie à l'économie mondiale, reconnaissance formelle du leadership russe et de ses prérogatives en périphérie post-soviétique, non intervention militaire (officielle) de l'axe OTAN-USA en Syrie (au moins jusqu'à l'élection présidentielle américaine) et amorce d'une (apparente) collaboration américano-russe. Cette collaboration

---

<sup>6</sup> <http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html> : « La Russie et l'évolution du monde », article de V. Poutine sur la politique étrangère, 27/02/2012 – RIA Novosti.

concerne d'une part, la lutte anti-drogue en Asie centrale (principalement en Afghanistan, matrice de la *narco-menace* grevant la périphérie post-soviétique) et d'autre part, la configuration finale du *bouclier antimissiles* européen (perçu par Moscou comme une menace majeure pour sa sécurité nationale). Dans la continuité du soviétisme, cette collaboration *a priori* « égalitaire » octroie à la Russie un statut de **grande puissance** reconnue et respectée, participant pleinement à la construction du Nouvel ordre international.

Pourtant, ce pacte ne durera qu'un temps et il s'achèvera dès que la collaboration russe ne sera plus nécessaire pour Washington, sur les dossiers brûlants menaçant son leadership sur l'Echiquier eurasiatique. Pour l'heure – et bien qu'il frise parfois la provocation –, l'*activisme* américain dans l'ancien espace soviétique reste dans des limites politiquement « acceptables » pour la Russie. Mais pour combien de temps, encore ? Jusqu'à la (probable) réélection de Barack Obama, cet activisme sera consciemment gelé à un niveau modéré ne heurtant pas les susceptibilités russes – prudence politique oblige.

Face à une redoutable puissance russe en reconstruction et avide de revanche contre son ennemi historique de la Guerre froide, Washington reste sur ses gardes.

### ***Une forme atténuée et actualisée de la Guerre froide, dans un sens plus « stratégique »***

Tendanciellement, les grandes puissances s'affrontent désormais sur l'espace eurasiatique, en vue du contrôle du *cœur névralgique* du nouveau monde, émergent sous nos yeux.

Cet espace concentre, en effet, les ressorts actuels et futurs de la croissance mondiale, à travers l'extraordinaire montée en puissance économique, technologique et démographique des NPI d'Asie. Dans la mesure où les puissances américaine, chinoise et russe ont parfaitement compris le caractère inéluctable de cette évolution, la région Asie-Pacifique est logiquement devenue une de leurs *priorités stratégiques* – attestée par une présence militaire renforcée et perceptible, notamment, à travers l'intensification des manœuvres navales. Dans cette optique, tous les coups sont permis sur le vaste Echiquier eurasiatique devenu, aujourd'hui, le lieu privilégié des *stratégies manipulatrices* de puissances ambitieuses et prises dans une implacable course au leadership. Toutefois, l'hyper-puissance américaine a un avantage énorme qui biaise la confrontation géopolitique, au sens où elle en fixe les **règles du jeu**, tout en imposant l'agenda de l'OTAN en charge de la sécurité mondiale et dont les compétences historiquement sécuritaires ont été anormalement étendues à la *sphère politique*. Cette orientation a été confirmée par le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen : « Nos intérêts en matière de sécurité se trouvent ici en Europe, dans l'ensemble de l'espace euro-atlantique et dans le monde entier »<sup>7</sup>. Ce que les russes dénoncent comme une « OTAN globale ».

Sur un plan plus économique, l'administration américaine verrouille les grandes orientations néo-libérales de la gouvernance mondiale grâce à son immixtion constante dans les principales instances décideuses : Banque mondiale, FMI, G8 et G20, OMC. Bien qu'en déclin tendanciel imputable à son incapacité économique à assumer l'interventionnisme issu de son leadership impérial<sup>8</sup>, Washington cherche à « organiser » sa perte de puissance et à contenir les leaderships concurrents pour préserver les *bases structurelles* de son pouvoir sur la scène mondiale, en particulier, dans les espaces politiquement sensibles. En fait, cette priorité s'impose à l'administration américaine dès la fin des années 1990, comme le souligne

---

<sup>7</sup> <http://fr.rian.ru/world/20120705/195253563.html> : « L'OTAN joue un rôle clé dans la sécurité globale », A.F. Rasmussen, 5/07/2012 – RIA Novosti.

<sup>8</sup> Kennedy P. (1988) : « The Rise and Fall of Great Powers », éd. Fontana Press.

à l'époque Zbigniew Brzezinski : « *La tâche la plus urgente consiste à veiller à ce qu'aucun État, ou regroupement d'États, n'ait les moyens de chasser d'Eurasie les États-Unis ou d'affaiblir leur rôle d'arbitre* »<sup>9</sup>. Dans ce but, conformément aux préconisations de Brzezinski, il s'agit surtout pour la puissance américaine de *freiner* le rattrapage économique opéré par les puissances russe et chinoise, synonyme, à terme, de menaces géopolitiques majeures. Une raison fondamentale est que ce rattrapage est le levier permissif du renforcement de leur puissance et de leur *réarmement accéléré* – particulièrement redouté par Washington, qui a fait officiellement de la Chine, sa première menace stratégique sur longue période.

Dans ses grandes lignes, la politique américaine s'exprime selon 3 axes, dans le cadre d'une véritable **partie d'échecs** avec les russes et les chinois, européens interposés.

- D'abord, il s'agit de prendre le *contrôle des États stratégiques* – par leur position géographique et leur capacité de nuisance – de l'Eurasie, théorisés par Brzezinski sous l'expression « pivots géopolitiques ». Dans le cadre de mon analyse, je préfère plutôt parler de **nœuds stratégiques**. Le problème est que la plupart de ces « nœuds » se trouvent en périphérie post-soviétique, c'est-à-dire dans l'Étranger proche de la Russie, défini comme son pré-carré géopolitique. De manière globale, on peut considérer que l'Azerbaïdjan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont les nœuds prioritairement ciblés par Washington. En conséquence, il y a là les sources latentes d'une future conflictualité, au sens où l'expansion occidentale en vue du contrôle des nœuds stratégiques heurte ouvertement les intérêts russes, âprement défendus par la nouvelle orientation plus « nationaliste » et de reconquête de V. Poutine, au cœur de l'ancien espace soviétique. Ce dernier aspire à renouer avec la « grandeur russe », à son apogée sous le communisme – et, surtout, préserver les prérogatives « impériales » de la Russie dans sa proche périphérie, contre l'hostilité occidentale.

- Ensuite, il s'agit de contrôler *les couloirs et les grands axes énergétiques*, via une politique multi-vectorielle de rapprochement avec des États stratégiquement ciblés, principalement dans le Caucase et en Asie centrale. Z. Brzezinski affirme ainsi, sans aucune ambiguïté, que « *nous devons nous efforcer délibérément d'instaurer des liens économiques plus nombreux et plus directs avec les pays d'Asie centrale en tant qu'exportateurs d'énergie* »<sup>10</sup>. Cela explique, conformément aux recommandations de Brzezinski, la montée d'une véritable « guerre des oléoducs » (ou guerre des « tubes ») à l'échelle de l'Eurasie post-communiste et cherchant à exclure la Russie des itinéraires clés, des nœuds stratégiques et, donc, de l'Asie centrale, quels qu'en soient les coûts – poursuite, sous une forme réactualisée, du « Grand jeu ».

- Enfin, il s'agit de *surfer sur les conflits régionaux* (dont les crises yougoslave, kosovare, afghane, arabes, syrienne...) en vue de les intégrer dans une stratégie plus globale de déstabilisation des pouvoirs locaux potentiellement hostiles et, en cela, s'opposant à la volonté américaine d'extension de sa zone d'influence. Cette stratégie, parfois relayée par des ONG anglo-saxonnes, voire par des institutions internationales, a été appliquée à la lettre contre le régime de Kadhafi et très vite généralisée au Moyen-Orient. Ce que Moscou appelle le « scénario libyen », légalisé par de belles idéologies humanitaires et progressivement mis en œuvre en Syrie, en dépit de ses efforts diplomatiques sur la scène onusienne : « *certains pays ont éliminé le régime libyen grâce à l'aviation, en se protégeant derrière des slogans humanitaires. Et l'apothéose a été atteinte lors de la scène répugnante du lynchage barbare de Mouammar Kadhafi. Il faut empêcher de réitérer le scénario libyen en Syrie* »<sup>11</sup>. Un signal

---

9 Brzezinski Z. (2000) : « Le Grand échiquier – L'Amérique et le reste du monde », éd. Hachette.

10 Brzezinski in Brzezinski Z/Scowcroft B. (2008, p. 199) : « L'Amérique face au monde », éd. Pearson.

11 <http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html> : « La Russie et l'évolution du monde », article de V. Poutine

fort envoyé par la Russie aux occidentaux – et surtout, une ligne rouge à ne pas franchir.

A la base, la réussite de la stratégie américaine s'appuie sur le contrôle et la *manipulation* de l'information couvrant les zones de conflits qui, au final, rend moralement juste et surtout, *nécessaire*, l'ingérence extérieure – avec, le plus souvent, l'action décisive de la CIA, comme il y a peu en Syrie.

En ce sens, l'information a une fonction clé dans la stratégie d'ingérence américaine.

## ***L'information, comme arme politique au cœur des stratégies d'ingérence***

Tendanciellement, comme l'a démontré Noam Chomsky, l'information est un des leviers privilégiés de l'administration américaine dans la déstabilisation des régimes potentiellement « ennemis » ou « gênants »<sup>12</sup>.

Cette fonction politique de l'information a été parfaitement vérifiée à partir des années 90, lors de l'implosion de l'ex-Yougoslave (élimination du président serbe Milosevic), des « croisades » anti-terroristes successives en Irak (élimination de Saddam Hussein) et de la « guerre d'Afghanistan » inaugurée en 1979, avec la déstabilisation d'un régime communiste et pro-soviétique (puis poursuivie en 2001, avec la croisade morale de G.W. Bush promettant le « paradis libéral »). On peut même remonter au coup d'état de 1973 contre le président chilien Salvador Allende, faussement accusé d'affamer son peuple – ancêtre des actuelles « révolutions », visant alors à stopper la contagion communiste avec la CIA comme vecteur de désinformation et qui, aujourd'hui, semble particulièrement active en zones caucasienne et centre-asiatique. Sans parler, naturellement, des « révolutions » arabes qui, étrangement, préservent les monarchies pétrolières du Golfe, pourtant loin d'être les premières démocraties de la région. De curieuses révolutions, à *géométrie variable*.

De telles manipulations ont été le moteur des « révolutions colorées » d'inspiration néo-libérale en ex-URSS, dans les années 2000 (Géorgie, Ukraine, Kirghizstan) et auparavant, en Europe de l'Est, lors de la « chute du mur » en 1989 (Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie, Tchécoslovaquie), qui marquent un sensible *déclin international* de la Russie. Depuis la fin de l'Union soviétique, ce déclin a donc été précipité par l'activisme politique américain en périphérie post-soviétique, sous couvert d'aides au développement économique et démocratique, en vue du « roll back » (reflux) de la puissance russe comme *radicalisation* du « containment » (endiguement) de Guerre froide. Troublantes permanences.

Ce *devoir d'ingérence* a été institutionnalisé, sous la pression de l'axe USA-OTAN, comme nouvelle *norme* informelle de la régulation internationale axée sur l'usage « hypertrophié » de la force, pour reprendre le terme de V. Poutine. Dans son brutal avertissement de Munich, ce dernier affirme notamment : « *Nous sommes en présence de l'emploi hypertrophié, sans aucune entrave, de la force - militaire - dans les affaires internationales, qui plonge le monde dans un abîme de conflits successifs. Par conséquent, aucun des conflits ne peut être réglé dans son ensemble. Et leur règlement politique devient également impossible* »<sup>13</sup>. On observera que, tendanciellement, la position russe privilégie une résolution politique – et non militaire – des conflits. Sur le « Printemps arabe », Moscou reste ainsi fidèle à sa position munichoise qui, contrairement à la vision conjoncturelle et opportuniste de l'Occident,

---

sur la politique étrangère, 27/02/2012 – RIA Novosti.

12 Chomsky N. (2008) : « La Fabrication du consentement - De la propagande médiatique en démocratie », éd. Agone.

13 [http://www.alterinfo.net/Discours-de-Vladimir-Poutine-prononce-le-10-fevrier-a-la-Conference-de-Munich-sur-la-securite-texte-integral\\_a6513.html](http://www.alterinfo.net/Discours-de-Vladimir-Poutine-prononce-le-10-fevrier-a-la-Conference-de-Munich-sur-la-securite-texte-integral_a6513.html) : « Discours de Vladimir Poutine à la Conférence de Munich sur la sécurité », 10/02/2007 – Alter Info.

s'appuie sur une approche *structurelle et globale* – donc cohérente sur long terme – de la crise.

Cette dérive de la gouvernance néo-libérale, porteuse virtuelle d'instabilités à l'échelle internationale, est donc officiellement et régulièrement dénoncée depuis le célèbre discours de Munich en 2007. Les prochains États ciblés par cette stratégie d'ingérence semblent être la Syrie et l'Iran pour lesquels on prépare, avec allégresse, les raisons d'une future intervention occultant la *légitimité onusienne* sur la base, d'une part, d'une vision humanitaire arbitraire et, d'autre part, d'une politique de communication soigneusement « orientée ». De ce point de vue, sous l'impulsion de l'Arabie saoudite et du Qatar, comme surprenante avant-garde de la « démocratie » arabe, les « Amis de la Syrie » auront un rôle décisif à jouer dans le destin de la « révolution » syrienne – avec, naturellement, la bénédiction américaine. Une manipulation programmée.

Le précédent irakien (comme le drame syrien, avec le rôle politique clé de l'OSDH) montre bien, à quel point, on peut « fabriquer » des preuves dont la fiabilité est reprise, sans *aucun contrôle* des sources, par les médias occidentaux – par exemple, le supposé « soutien militaire » russe au président Assad, renforcé par la participation active de « conseillers » ; les « massacres répétés » de civils par les armées libyennes et syriennes (2012) ; l'existence « d'armes de destruction massive » en Irak (2002), de « camps de concentration » en Serbie (1992), « d'immenses charniers » à Timisoara (Roumanie, 1989) et, plus loin encore, « l'intervention imminente » de l'armée rouge dans la Pologne pré-révolutionnaire de Solidarność à la fin des années 80... Dans la plupart des cas, ces *mensonges d'Etat* ont justifié, dans une phase ultérieure, une action militaire – ou une ingérence indirecte, via des ONG – visant à renverser le pouvoir en place ou, du moins, à *influer* sur le cours politique. Pour plus de « démocratie ».

Début juillet 2012, cela a poussé V. Poutine à prendre des mesures contre les ONG guidées de l'étranger et jouant, selon son expression, un rôle effectif « d'agent d'influence » dans la vie politique russe – ce qui est perçu comme une ingérence inadmissible et, au-delà, comme une atteinte à la *souveraineté* nationale de la fédération de Russie. La responsable de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton, s'est empressée de condamner cette dérive « autoritaire et anti-démocratique » du Pouvoir russe qui, selon elle, empêchera le développement de la société civile. Désormais, au regard de la loi russe, sont considérées comme « agents de l'étranger » les ONG bénéficiant d'un financement étranger et menant une activité politique. Juste retour des choses.

L'objectif implicite de la stratégie occidentale de *désinformation* est d'éroder, d'une part, la légitimité politique intérieure de V. Poutine et, d'autre part, la domination russe dans sa zone historique, en mettant en cause son soutien à des « dictatures » (Iran, Libye, Syrie, Biélorussie, Kazakhstan) mises *hors la loi* de la vie internationale et, par ce biais, affaiblir ses alliances traditionnelles. Avec le développement accéléré mais incontrôlé des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), on assiste à une véritable « guerre de l'information » – qui renforce la stratégie de « soft power », via les révolutions internet. Sans ambages, le discours de politique étrangère de V. Poutine dénonce la mise en œuvre d'une telle stratégie sur l'Echiquier arabe : « *Le Printemps arabe a également mis en évidence l'utilisation particulièrement active des technologies avancées de l'information et de la communication dans la formation de l'opinion. On peut dire qu'Internet, les réseaux sociaux, les téléphones portables, etc. se sont transformés, avec la télévision, en un outil efficace aussi bien de la politique nationale qu'internationale* »<sup>14</sup>.

---

14 <http://fr.rian.ru/discussion/20120227/193517992.html> : « La Russie et l'évolution du monde », article de V. Poutine sur la politique étrangère, 27/02/2012 – RIA Novosti.



Plus loin, dans son discours, qui vise implicitement les puissances occidentales, le président russe condamne des manipulations évidentes conduisant, au final, à utiliser l'information comme **levier de la politique étrangère** : « On emploie de plus en plus souvent la notion de "puissance douce" (soft power), un ensemble d'outils et de méthodes pour accomplir des tâches de politique étrangère sans utiliser les armes, grâce à des leviers informationnels et autres. Malheureusement, ces méthodes sont souvent utilisées pour encourager et provoquer l'extrémisme, le séparatisme, le nationalisme, la manipulation de la conscience de l'opinion publique et l'ingérence directe dans la politique nationale des États souverains »<sup>15</sup>. En tant que vecteur d'un nouveau type d'action idéologique et d'une forme de spontanéité incontrôlable par les régimes autoritaires centralisés, l'information devient donc une redoutable **arme politique**. Poutine l'a, récemment, appris à ses dépens.

Cette insidieuse stratégie a été observée il y a peu *en zone post-soviétique*, notamment au Kazakhstan en décembre 2011, pays clé de l'Asie centrale, richement doté en énergies (étrange coïncidence) et dirigé par le leader pro-russe Nazarbaïev. Bien qu'aimé de son peuple, celui-ci est honteusement et injustement qualifié de « dictateur » par un Occident totalement *déconnecté* des réalités locales et ignorant la pression croissante exercée par la « menace islamiste ». Fin août 2012, l'Ouzbékistan a été (curieusement) réintégrée par l'administration Obama parmi les États « politiquement corrects », c'est-à-dire, respectant les droits de l'homme, dans la seule optique d'y réinstaller une base militaire après son départ d'Afghanistan en 2014. Sous G.W. Bush, pour des raisons politiques (isoler Moscou) et énergétiques (tracé des tubes) impliquant le renforcement de leur partenariat, l'Azerbaïdjan de la sanglante dynastie Aliiev a été qualifiée par Washington « d'État-modèle » sur le chemin de la démocratie – troublant, tout de même. La politique (américaine) a ses raisons, que la morale ignore...

De manière hautaine et redondante, l'Occident continue de donner des leçons de démocratie à des États dont les dirigeants font face à la violence meurtrière et aveugle de l'Islam radical – dont le leitmotiv est l'application « démocratique » de la Charia, peu regardante sur le droit des femmes et des droits humains, en général. Bien que répondant à un autre objectif, les récentes ingérences occidentales dans les dernières élections russes, via des ONG à financement américain comme Golos (« Voix »), chargées du contrôle de leur légalité, s'inscrivent dans cette stratégie permanente de **désinformation**. Le cas syrien – avec, cet été, la rumeur (déjà « rodée » en Irak) sur l'utilisation par le pouvoir d'armes chimiques contre la rébellion – en est la parfaite illustration. Inquiétante inertie.

Lorsque G.W. Bush a lancé sa seconde « croisade » en Irak, au printemps 2003 – pour éliminer un régime autrefois ami mais devenu, soudain, terriblement gênant –, il a d'ailleurs reconnu que la première guerre à gagner était celle de *l'information*. Terrible et révélateur aveu.

### **Émergence d'une Guerre tiède multidimensionnelle, comme nouvelle forme de conflictualité centrale**

Ainsi, à l'aube incertaine du XXI<sup>e</sup> siècle, la nouvelle guerre « tiède » qui émerge n'est plus centrée sur des variables idéologiques et une vision du monde messianique, mais davantage sur des *variables stratégiques et multidimensionnelles*, dans le cadre d'une politique désormais centrée sur la défense des intérêts nationaux – élargis à l'espace de domination. Nouveau réalisme oblige.

Malgré tout, l'objectif ultime de la Guerre froide est resté dominant et axé sur *l'élargissement*

---

15 Op. cit.

des zones d'influence, progressivement érigées en « protectorats » politiques considérés comme espaces réservés, c'est-à-dire comme zones potentielles d'intervention. Dans ce but, on assiste à la création ou au renforcement d'alliances géopolitiques (Chine-Russie versus Europe-USA) et de coalitions politico-militaires (OCS versus OTAN). Autrement dit, en raison des maladresses occidentales, on assiste à une inflexion clairement *asiatique* de la politique étrangère russe, qui n'hésite plus désormais, avec le soutien de Pékin (et parfois de l'Inde), à s'opposer frontalement à l'*unilatéralisme hautain* de la gouvernance mondiale néo-libérale, porteuse de la *pensée unique*. Cela est attesté par l'attitude solidaire des russes et des chinois face aux « instabilités » arabes et par leur volonté de prévenir toute ingérence militaire de la coalition arabo-occidentale sous leadership américain, plus récemment en Syrie : « *Nous ne soutiendrons aucune ingérence étrangère ou autre prescription imposée* »<sup>16</sup>, a réaffirmé le chef de la diplomatie russe, S. Lavrov. D'autant plus que, dans le cas syrien, c'est la présence russe dans la région qui est en jeu – et, donc, de manière implicite, son *rapport de force* avec Washington. Pour Moscou, les leçons yougoslave, irakienne et libyenne ont été retenues. Et cela suffit.

Ainsi, l'évolution géopolitique récente est marquée par le renforcement d'un *axe eurasiatique*, s'appuyant sur le rapprochement sino-russe doublement accéléré par la crise syrienne et l'hostilité du comportement occidental. Catalysé par un partenariat stratégique renforcé, l'axe sino-russe est élargi, d'une part, aux anciennes républiques soviétiques (dont celles d'Asie centrale, via l'OTSC) et, d'autre part, aux nouvelles puissances émergentes (dont l'Inde, via l'OCS). Sur un plan plus structurel, cet axe vise à rééquilibrer l'*asymétrie stratégique* mondiale au détriment de l'axe occidental qui, au contraire, cherche à renforcer cette asymétrie par l'extension d'un bouclier antimissiles global dont un élément majeur sera implanté en Europe, aux portes de la Russie. En définitive, ce bouclier permettra d'exercer une *pression* permanente – un contrôle oppressant – sur une puissance russe hors normes et insaisissable, voire imprévisible, perçue depuis la Guerre froide comme structurellement « instable » et, en ce sens, potentiellement menaçante. Fondamentalement, la rationalité de l'axe eurasiatique est donc structurée *contre* l'axe occidental.

Dans ce contexte, les *nouvelles menaces* perçues par la Russie sont étroitement corrélées à l'évolution « anti-russe » de la stratégie occidentale post-guerre froide conduite en Eurasie : les dégâts collatéraux de la guerre d'Afghanistan et ses implications politiques en périphérie russe ; l'extension démesurée du rôle de l'OTAN et sa cooptation des anciens alliés de l'époque soviétique ; la menace de la composante européenne du bouclier antimissiles américain et sa compression du potentiel nucléaire russe ; l'extension du « modèle » arabe dans l'espace politique russe en vue de sa déstabilisation, sous bienveillance occidentale ; la marginalisation et l'instrumentalisation de l'ONU dans la gestion des crises régionales, au profit de l'OTAN et contre les intérêts russes ; enfin, les tentatives de l'axe OTAN-USA de préserver son hégémonie politico-militaire dans le cadre du système unipolaire, en verrouillant la gouvernance mondiale et en freinant la montée des « émergents ». Dans son essence, une telle évolution exprime – principalement, à travers sa logique *d'encerclément* de la puissance russe – la trahison occidentale des promesses faites à l'Union soviétique en 1989, dont cette dernière reste l'unique héritière politique. Inutile gifle.

A terme, se posera le problème du nouveau *statut politique* de la Russie (et de la Chine) dans l'ordre mondial issu du post-communisme. Cette question se présente avec d'autant plus d'acuités que, selon la terminologie de G. Sokoloff, la Russie a, d'une part, quitté son statut

---

16 <http://fr.ria.ru/world/20120628/195184294.html> : « Syrie : Moscou s'opposera à toute ingérence étrangère », S. Lavrov, 28/06/2012 – RIA Novosti.

de « puissance pauvre »<sup>17</sup> hérité de la désastreuse transition post-communiste impulsée par B. Eltsine et responsable du « chaos russe »<sup>18</sup> et, d'autre part, réussi à la fois la relance de sa croissance – supérieure au trend occidental – et la restructuration de son économie. Bien qu'encore trop dépendant de son potentiel énergétique, le développement de sa puissance économique donne désormais, à la Russie, une certaine crédibilité géopolitique sur la scène internationale. Pour Hélène Carrère d'Encausse, c'est l'émergence d'un « monde post-occidental »<sup>19</sup> pluraliste qui est en jeu, marquée par le relatif déclin de l'Occident accéléré par la montée géopolitique de l'Asie. Dans cette optique, se posera aussi la nécessité d'une *réforme* dans un sens plus démocratique de la gouvernance mondiale, reflétant l'inflexion des rapports de force au profit des puissances émergentes des BRICS – bientôt suivies par les NPI d'Afrique, bénéficiant d'une forte croissance économique depuis la seconde moitié des années 2000, supérieure au trend occidental et qui explique un indéniable « rattrapage ».

En ce sens, sous l'impulsion de la Russie, c'est bien l'idée d'un *Nouvel ordre international* centré sur l'ONU et (trop) longtemps espéré par le Tiers-monde, qui reprend une certaine actualité. Ce que le dernier président de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, dès 1985, dans sa « Nouvelle pensée politique » (*novoe myslenie*), a appelé le **Monde multipolaire** et qui, très vite, est apparu comme le « pari perdu »<sup>20</sup> de sa réforme radicale connue, en Occident, sous le nom de « Perestroïka »<sup>21</sup> (restructuration). Cette notion de multipolarité a été reprise plus tard et popularisée par le « vieux soviétique », Evgueni Primakov, premier ministre (1998-1999) de la fédération de Russie sous Eltsine.

L'influence de Primakov a été décisive dans l'inflexion asiatique et « anti-américaine » de la diplomatie russe, dans l'optique de *démocratiser* la vie internationale et, surtout, de rompre avec le *suivisme* occidental de l'administration Eltsine<sup>22</sup>. Amère désillusion.

### **Vers un point de non retour : l'émergence d'une Guerre tiède...**

Au-delà, c'est aussi le statut de *l'arme nucléaire* dans le monde – et sa fonction structurante des grands équilibres géostratégiques – qui se jouera et qui a fondé, jusqu'à aujourd'hui, l'existence internationale de la Russie.

Cette configuration justifie la fonction *politique* de l'atome dans la **stratégie de puissance** de la Russie et, en cela, son rejet du projet antimissiles américain au cœur de l'Eurasie, dans la mesure où il neutralise en partie sa force nucléaire stratégique et donc, érode sa *légitimité internationale*. Ainsi, selon V. Poutine, la fédération de Russie serait une cible potentielle du futur bouclier américain, « *la défense antimissiles (américaine en Europe) vise certainement à neutraliser le potentiel nucléaire russe* »<sup>23</sup>.

En dépit de négociations de pure forme et d'illusoires promesses entretenues depuis le sommet de Lisbonne de novembre 2010, la Russie reste totalement exclue de ce projet. Ce qui, à terme, devrait la conduire à prendre des mesures de rétorsion « adéquates » et de réarmement accéléré, recentrées, – dans la continuité du soviétisme –, sur *l'alternative nucléaire* et sa logique de dissuasion. Cette alternative a été officiellement confirmée par le

---

17 Sokoloff G. (1993) : « La Puissance pauvre – une histoire de la Russie de 1815 à nos jours », éd. Fayard.

18 Sapir J. (1996) : « Le chaos russe », éd. La Découverte.

19 Carrère d'Encausse H. (2011, p.305) : « La Russie entre deux mondes », éd. Fayard.

20 Gratchev A. (2011) : « Gorbatchev, le pari perdu ? De la Perestroïka à l'implosion de l'URSS », éd. Armand Colin.

21 Gorbatchev M. (1987) : « Perestroïka – Vues neuves sur notre pays et le monde », éd. Flammarion.

22 Primakov E. (2009) : « Le Monde sans la Russie ? A quoi conduit la myopie politique », éd. Economica.

23 <http://fr.rian.ru/world/20120203/193244359.html> : « Le bouclier antimissiles américain vise la Russie », V. Poutine, 3/02/2012 – RIA Novosti.

discours offensif du 23 novembre 2011 du président Medvedev, porteur d'un brutal avertissement contre l'unilatéralisme de la politique sécuritaire américaine : « *J'ai ordonné aux forces armées d'élaborer des mesures pour détruire, si besoin, les moyens d'information et de commande du système de défense antimissiles* »<sup>24</sup>.

Dans l'optique de compenser l'asymétrie stratégique créée par le futur bouclier américain, la réponse russe impliquera l'optimisation technologique de sa capacité de frappe nucléaire et conventionnelle et, en particulier, la conception « *d'armes de hautes précision* ». Ainsi, selon l'affirmation du ministre russe de la Défense, Anatoli Serdioukov, le 8 octobre 2012 : « *Notre programme d'armement prévoit des solutions à plusieurs problèmes, y compris au bouclier antimissiles américain* »<sup>25</sup>. Comme un brutal retour en arrière, malgré Obama.

Selon Vladimir Poutine, la réélection éventuelle de Barak Obama en novembre prochain n'y changera rien. En effet, dans ses grandes lignes, la stratégie extérieure américaine reste soumise à un objectif *structurel*, totalement indépendant de la couleur politique de son administration et, en définitive, focalisé contre la **menace sino-russe**. Pour Brzezinski, il n'y a pas d'autre alternative et le président Obama, en suivant implicitement ses conseils, l'a parfaitement compris. En ce sens, les « révolutions » arabes sont, pour Washington, une réelle opportunité de poursuivre la marginalisation – dans le prolongement du « Roll back » – de la puissance russe et, ainsi, sanctionner de manière définitive sa défaite de la Guerre froide. Ultime provocation.

L'*involution* syrienne, succédant à un « Été arabe » manipulé, nous conduit donc à un point de non retour. Dotée d'un potentiel gazier énorme et véritable **verrou politico-sécuritaire** du Moyen-Orient, la Syrie est aujourd'hui la cible privilégiée de puissances prédatrices – les enjeux énergétiques et géopolitiques, et non les Droits de l'homme, au cœur du « Printemps arabe ». Et cela, en dépit de l'appel solennel du président Poutine à ces dernières, de « *tirer les leçons* » de l'impasse actuelle de leur stratégie<sup>26</sup>.

Désormais, le président russe redoute un terrible hiver aux couleurs islamistes et, paradoxalement, illuminé par le soleil néo-libéral – retour vers la **Guerre tiède\***. Tout est dit. Fin d'un rêve ?

Grenoble, le 12 octobre 2012

\* Les crises arabes et leurs implications géopolitiques pour la Russie (dont la Guerre tiède), sont traitées dans le post-scriptum (50 pages) inséré dans la nouvelle édition enrichie de mon livre : « **La Pensée stratégique russe – Guerre tiède sur l'Échiquier eurasien : les révolutions arabes, et après ?** ». Préface de Jacques SAPIR, mars 2012, éd. SIGEST, code ISBN 2917329378.

## Abréviation

NPI : Nouveaux pays industriels

CEI : Communauté des États indépendants

MID : Ministère russe des Affaires étrangères

---

24 <http://fr.rian.ru/world/20111123/192100867.html> : « Bouclier antimissiles : Medvedev annonce des mesures de riposte », 23/11/2011 – RIA Novosti.

25 <http://fr.rian.ru/defense/20121008/196253574.html> : « Le programme d'armement russe apporte des réponses au bouclier US », A. Serdioukov, 8/10/2012 – RIA Novosti.

26 « Poutine appelle l'Ouest à "tirer les leçons" et cesser les ingérences », AFP, le 26/09/2012, 12:11:06.

OCS : Organisation de coopération de Shanghai  
OSDH : Organisation syrienne des Droits de l'homme  
OTSC : Organisation du traité de sécurité collective  
BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud

### Remarques

La CEI contient l'ex-URSS moins les États baltes et la Géorgie. Elle couvre 99% du territoire de l'ex-URSS et peut être considérée comme la **zone d'influence traditionnelle** de la Russie. Cette forme atténuée et désidéologisée de l'Union soviétique a une fonction essentiellement politique, quasi-symbolique, et elle s'inscrit dans la nécessité de préserver *l'unité* de l'espace post-soviétique. A la disparition de l'URSS, la CEI a permis un « divorce à l'amiable » entre la Russie et ses anciennes Républiques, tout en préservant un fort *lien identitaire* entre ces dernières – dans le prolongement du soviétisme.

L'OTSC, qualifiée d'« OTAN russe », est une structure politico-militaire sous domination russe, selon la « tradition » soviétique. Elle vise à assurer une **défense commune** des Républiques les plus proches de Moscou – le « noyau dur » de la CEI – face aux menaces extérieures. Elle regroupe actuellement sept États : Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Russie et Ouzbékistan – qui couvrent près de 70% du territoire de l'ex-URSS. L'Ouzbékistan vient de quitter pour la seconde fois l'OTSC (une première fois en 1999, réintégration en 2006). Son objectif est de se rapprocher de l'axe OTAN-USA en vue de développer un partenariat économique-stratégique, plus sécurisant et financièrement plus intéressant que le paternalisme protecteur de la Russie. A terme, on peut prévoir le retour d'une base américaine en Ouzbékistan – et, peut être, au Tadjikistan, également très courtisé par le « protecteur » américain ». Dans cette hypothèse, la fiabilité, voire *l'existence* même de l'OTSC serait menacée et, par ce biais, le statut – donc le pouvoir – régional de la Russie.

L'OCS est une structure politico-militaire eurasiatique, dominée par l'axe sino-russe. Elle vise à renforcer la *stabilité* et la sécurité de l'Asie centrale, en prise aux « nouvelles menaces » alimentées par le chaos afghan, le « Printemps arabe » et la triple montée concomitante de l'extrémisme, du séparatisme et du nationalisme. Elle regroupe actuellement six États : Chine, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Russie et Ouzbékistan. L'Inde, le Pakistan et l'Iran (bientôt l'Ukraine) ont le statut de « pays observateurs » – véritable antichambre à l'adhésion à l'OCS. De manière implicite, cette organisation permet à la Russie d'avoir un **droit de regard** sur la politique chinoise, autrement dit, d'exercer une forme de contrôle soft sur un concurrent redoutable et qui, à long terme, deviendra une réelle menace pour son leadership en Asie centrale. Désormais, la Chine y exerce en effet une influence croissante, heurtant de plus en plus les prérogatives historiques de la Russie dans la région – et amorçant, de ce fait, un véritable « jeu à trois » entre les puissances américaine, chinoise et russe.

## La Russie à la croisée des chemins ?

Patrick Kamenka,  
journaliste

Plus de 20 ans après la chute de l'URSS (décembre 1991), la Russie, le plus grand pays du monde par la superficie, serait-il ce "colosse au pied d'argile", comme l'avait écrit à propos de l'URSS Jean Radvanyi, un des spécialistes du monde soviétique et de la Russie ?

En cette deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, malgré une croissance (+4%), les défis sont considérables dans ce pays où sévit une chute démographique, et dont l'économie est essentiellement rentière. A la tête du pays, depuis sa réélection en mars 2012, Vladimir Poutine, est confronté à une crise politique sérieuse après la contestation majeure lors des élections législatives de 2011 et des présidentielles de 2012. Parallèlement, la crise de l'Europe, les difficiles relations avec le rival américain, la montée en puissance de l'Asie et en particulier de la Chine, l'instabilité au Proche-Orient avec la question syrienne pourraient expliquer sinon justifier la volonté du Kremlin de lancer la Russie dans une stratégie d'Union eurasiatique.

### **Une économie rentière : force et faiblesse.**

La Russie est riche en hydrocarbures. Elle est le 3<sup>e</sup> producteur mondial de pétrole (5,7% du total mondial) avec une capacité de 5.291 milliers de barils/jour, et 2<sup>e</sup>me exportateur (349 millions/tonnes), mais 1<sup>er</sup> exportateur de produits pétroliers (103 Mt).

Pour le gaz, La Russie occupe la place de 1<sup>er</sup> producteur mondial (19,4%) avec 637 milliards de m<sup>3</sup> et est également le premier exportateur (69 milliards de m<sup>3</sup>). La Russie détient les plus importantes réserves gazières mondiales (23,9%) et 5% des réserves d'or noir.

Ces indicateurs représentent à la fois une force et une faiblesse pour ce pays qui dépend en retour du prix mondial des hydrocarbures.

Les ventes de gaz et de pétrole équivalent à la moitié du budget russe, à 50% de ses recettes en devises, aux 2/3 de ses exportations et à un quart de son PIB (1.465 milliards de dollars en 2010).

Mais pour nombre d'experts, le modèle économique actuel ne peut perdurer. Dmitri Medvedev, quand il présidait aux destinées de la Russie en 2009, avait clairement indiqué qu'il fallait "moderniser" l'économie russe. Comme l'écrit Serguei Aleksashenko (International affairs, cité dans Problèmes économiques N°3041, Documentation Française) "les pratiques bureaucratiques et la corruption endémique, ainsi que l'absence d'une justice indépendante, qui garantisse les droits de propriété, ont découragé l'investissement direct étranger (IDE) et accentué le retard technologique du pays...".

La croissance du PIB à hauteur de 4% en 2010 reste insuffisante après sa chute de 15% en 2008 en raison de l'impact de la crise mondiale. Ce ralentissement risque de provoquer des difficultés sociales graves dans un pays où le chômage se situe à hauteur de 6,5% en 2012 (contre 8,2% en 2009), alors même que l'économie russe est de plus en plus dépendante d'importations de biens d'équipements et de produits alimentaires.

L'économiste américain Anders Aslund tire la sonnette d'alarme. A ses yeux, le capitalisme d'Etat en vigueur en Russie obère l'économie. Ce système domine tout les domaines: pétrole, gaz, électricité, mais aussi les finances (les principales banques), le secteur de la défense, mais également les transports et les télécommunications.

Pour cet expert, les entreprises publiques sont inefficaces du fait notamment de leur mauvaise

gouvernance. Prenant l'exemple de Gazprom, il indique que cette entreprise risque à terme de perdre sa position dominante sur les marchés mondiaux. Il en veut pour preuve la concurrence prochaine des États-Unis où l'extraction du gaz de schiste va entraîner la chute du prix du gaz, car les Américains vont produire et en exporter, notamment en Europe, le principal marché de Gazprom.

A la sortie de la décennie de « stabilité poutinienne », les signaux sont au rouge selon *The Economist* (ibid La Doc) pour qui « la Russie d'aujourd'hui semble aussi fragile que l'était vers la fin de ses jours l'Union soviétique ».

### ***Le consensus politique mis à mal.***

Cela se traduit sur le plan politique par la baisse du consensus autour du système incarné par Vladimir Poutine. Un sondage (in Problèmes économiques Documentation Française N°3041) effectué au printemps 2011, montrait déjà la montée d'un mécontentement populaire. Ainsi, 60% affirmaient ne pas être satisfaits de la façon dont se passaient les choses en Russie et plus de 60% répondaient négativement à la question de savoir si la situation économique était « bonne ».

Le sondage indiquait surtout que les Russes aspiraient à un État qui mette chacun à l'abri du besoin (près de 70%) avec un dirigeant fort (près de 60%). La nostalgie de la période soviétique était également pointée dans ce sondage. Vladimir Poutine a joué sur ces valeurs déclarant à plus d'une occasion que « celui qui ne regrette pas la disparition de l'Union soviétique n'a pas de cœur ; celui qui veut y revenir n'a pas de tête ». Il a certes rétabli l'hymne soviétique pour jouer sur la corde sensible.

Mais il est clair qu'il n'a pas l'intention de recréer une URSS bis. Pour réussir V. Poutine au-delà de l'idéologie a agi pour bâtir une puissance économique et politique en Russie.

D'où la prise de contrôle de l'énergie gazière et de l'or noir et la mise au pas brutale des oligarques (Mikhaïl Khodorkovski est toujours en prison et sa compagnie pétrolière Youkos démantelée) qui ne voulaient pas se soumettre au nouvel homme fort. Puis, ce fut la main mise sur les médias, et la liquidation peu à peu des ONG étrangères, soupçonnées depuis la Révolution orange en Ukraine de soutenir des projets de déstabilisation de la Russie. Le « contrat social » entre la population et le Kremlin se résumait en un mot : le bien être contre un chèque en blanc politique.

Françoise Daucé (in Questions internationales, Documentation Française) constate que de 2000 à 2008 le salaire réel des Russes « a été multiplié par 3,5, et les revenus des ménages ont nettement augmenté ». Il n'en reste pas moins, selon elle, qu'il existe « 18 millions de personnes (12,8 de la population) vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 2011 » mais à relativiser puisque la Russie en comptait « 42 millions en 2000 ». Il faut rapprocher ces chiffres, en notant comme le fait la revue, que « 74% de la population » en Russie vit dans les grands centres urbains, et « 21% » dans les 12 plus grandes villes comptant plus d'un millions d'habitants.

Mais le ralentissement de la progression du niveau de vie des couches urbaines et de l'intelligentsia ont provoqué les premiers coups de canif dans ce contrat tacite.

Une contestation multiforme a pris naissance. Des manifestations de retraités et d'automobilistes se font entendre dès 2005. Avec internet la protestation enflé et s'étend à la Russie toute entière : en ligne de mire, les privilégiés du pouvoir qui roule sans limitation de vitesse grâce à leur gyrophare.

Les questions écologiques ont également suscité la grogne contre les pouvoirs locaux et centraux. Ce fut le cas notamment, dans la banlieue de Moscou à Khimki, où les opposants à la construction d'une autoroute traversant la forêt en ont bloqué la construction.

Ces initiatives citoyennes furent les signes précurseurs de la vague de mécontentement qui a suivi les élections législatives de 2011 et la présidentielle de 2012.

### ***L'erreur de trop***

La rupture avec les élites urbaines s'est produite à partir de novembre 2011 lorsque V. Poutine, alors Premier ministre, s'est auto-désigné candidat avant même les élections pour succéder à la présidence occupée par son alter ego Dmitri Medvedev, à qui il promettait de redevenir Premier ministre.

Ce fut l'erreur de trop qui a soudain cristallisé un mécontentement grandissant vis-à-vis de la toute puissance du système autoritaire qui contrôle la justice, les médias, les ministères de force (police, armée, FSB). Les législatives du 4 décembre 2011 donneront le coup d'envoi d'une contestation massive principalement dans les grands centres urbains. L'opposition accuse le pouvoir d'avoir manipulé les résultats électoraux. Russie Unie remporte les élections avec 49,32 des voix contre 64,30% en 2007, soit une baisse de 15%. En siège, le parti au pouvoir perdra près de 100 voix passant de 315 députés en 2007 à 238 en 2011. Mais surtout il n'aura plus la majorité des deux tiers exigé pour modifier la Constitution. Russie Unie garde néanmoins la majorité absolue des sièges à la Douma (totalisant 450 députés). Plus grave, ce parti, créé en 2001, est en régression au plan national et en région, alors qu'il progressait jusqu'alors. Cette élection bénéficiera principalement au PC de la fédération russe (19,19% contre 11,57) avec un quasi doublement de ses sièges (92 contre 57 députés). Mais aussi à Russie Juste, un parti dont la création a été suscitée par le Kremlin.

L'opposition formée d'une coalition de partis hétérogènes ne permet pour l'heure de mettre en en minorité le régime en place.

D'autant que, comme le souligne Jean-Robert Raviot (in Questions internationales, Doc Française): « la Russie est désormais divisée en deux : " la Russie de la télévision" nourrie par la culture de l'unanimité et de l'allégeance au pouvoir, est encore majoritaire " la Russie de l'Internet" qui donne désormais le ton dans les métropoles, demeure minoritaire à l'échelle du pays tout en

L'exemple du blogueur Alexeï Navalny est symptomatique de cette nouvelle génération. Autour de son blog Rospil, il a mobilisé les mécontents contre Russie Unie le qualifiant de « parti des escrocs et des voleurs ». Devant les fortes mobilisations de dizaines de milliers de manifestants défilant aux cris de « La Russie sans Poutine », V. Poutine et D. Medvedev ont du concéder quelques réformes, comme l'élection des gouverneurs au suffrage direct et un allègement des conditions pour la création de partis politiques.

Les présidentielles ont sans surprise vu l'élection dès le premier tour de Vladimir Poutine, le 4 mars 2012, avec plus de 64% des votes. Cette élection fait cependant suite à une campagne électorale où la contestation n'a pas cessé depuis les élections législatives de décembre 2011. V. Poutine, 59 ans, est élu pour un mandat de six ans, renouvelable une fois. Cette élection intervient après deux mandats présidentiels de quatre ans qu'il a effectués entre 2000 et 2008. Face à l'opposition, Vladimir Poutine prône le retour à une éducation patriotique de la jeunesse avec la création d'un mouvement de soutien au complexe militaro-industriel. L'église orthodoxe est appelée à la rescousse. Le rappel aux valeurs du passé soviétique vise à créer un consensus autour de symboles. Ainsi, Volgograd pourrait être rebaptisée du nom de Stalingrad, à l'occasion de la commémoration des 70 ans de la victoire de Stalingrad, le 2 février 2013. Mais cela suffira-t-il à répondre aux attentes d'une population confrontée à un pouvoir autoritaire qui ne semble pas prêt à des concessions politiques majeures.



## ***Une société malade de sa démographie.***

Pourtant, les impératifs de réformes sont de plus en plus pressants après le long cycle électoral de 2011-2012.

L'un des maux endémiques de ce « pays-continent » réside dans sa démographie déclinante et dans les inégalités sociales.

A la chute de l'URSS, la Russie comptait 148,3 millions d'habitants. De 1992 à 2010, relève Françoise Daucé (ibid) « la population totale a reculé de 148,3 à 142,9 d'habitants » entraînant un vieillissement du pays (+6 millions de plus de 64 ans) noté entre les recensements de 1989 et 2010 et une perte de 5,4 millions d'habitants.

La période la plus noire sera celle allant de 1991 à 2000 qui marque l'effondrement de tout le système de santé et de l'économie, avec la réapparition de maladies autrefois inexistantes, comme la tuberculose, le sida ainsi qu'une augmentation de la mortalité infantile et celle frappant les plus âgés. Dès 2005, la situation économique et sociale étant redevenue stable, des mesures d'incitations financières sont prises pour favoriser les naissances avec le « matkapital » (capital maternel, comportant allocations familiales, prêts immobiliers, et autres avantages fiscaux, etc.). Une tendance à la hausse des naissances est notable sans qu'on sache si cela va perdurer sur le long terme.

Pour l'heure, l'espérance de vie en Russie est de 68,7 ans en 2009 avec des taux de mortalité de 16% (2011). La mortalité infantile est de 7,5% pour un taux de natalité de 13 (2010) (in Questions internationales, Doc Française).

## ***Phénomène migratoire.***

Face à ces gaps générationnels, la nécessité de l'émigration est inéluctable pour compenser le vieillissement de la population et les départs en retraite. Ainsi, les migrants venus du Caucase (21% du total des migrants) et d'Asie centrale (14%) sont les principaux flux de population venant en Russie pour travailler dans le bâtiment, les routes etc.

La politique actuelle vise à faire appel aux migrants européens ayant des hautes compétences pour exercer en Russie avec des promesses de simplification administrative (visas professionnels de longue durée, etc). V. Poutine a même plaidé pour l'annulation des visas entre l'UE et l'Union douanière (Russie, Kazakhstan, Biélorussie). Face à l'immigration des populations issues du Caucase et de l'Asie centrale, la société russe est confrontée aux thèses des partis racistes et xénophobes dont les slogans comme « la Russie aux Russes », ressemblent à ceux de l'extrême droite française et européenne. Ils accusent notamment les immigrés de peser sur le niveau des salaires et du chômage mais aussi de « remise en cause de la cohésion ethnique du pays » (Françoise Daucé ibid).

## ***Quelle Politique extérieure ?***

Face à un monde multipolaire, la volonté de la Russie est de regagner une position de grande puissance. La nouvelle stratégie d'union euroasiatique prônée par Poutine vise à cet objectif, en alliant la puissance économique et financière (la Russie grâce à ses exportations de matières énergétiques détient les 3eme réserves mondiales de change) à la puissance militaire (500 milliards d'euros d'investissements sont prévus pour moderniser l'armée et le complexe militaro industriel).

Pour les Russes en effet, l'Europe reste la principale zone d'exportation du gaz russe. Mais la crise de l'UE, les freins politiques de Bruxelles face à la Russie, la volonté de l'OTAN de pousser ses pions vers les pays de l'Ex URSS (Ukraine, Géorgie), les suites des révolutions de couleur (Géorgie, Ukraine etc) conduisent Moscou à diversifier ses positions et à développer

ses relations avec l'Asie.

La Chine est devenue ainsi le premier partenaire commercial de la Russie avec 55 milliards de dollars en 2010. Les échanges sino-russes devraient atteindre 100 milliards en 2015 et doubler en 2020.

Pour le futur, la Russie, qui s'appuie sur l'Union douanière (Russie, Kazakhstan, Biélorussie), cherche à englober d'autres États, comme l'Ukraine, pour avancer ses pions. Le Kremlin souhaite à terme les membres de l'EurAsEc), la Communauté économique eurasiatique (EurAsEc, fondée en 2000). Cette alliance comprend, outre les membres de l'Union douanière, les trois pays de l'ex Asie centrale soviétique, à savoir le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. Elle vise à développer les échanges de ressources énergétiques.

Au plan international, la question syrienne est au cœur des préoccupations du Kremlin qui échaudé par l'aventure libyenne refuse de céder aux demandes du Conseil de sécurité pour lancer une opération militaire en Syrie. La Russie, qui a regardé avec circonspection les révolutions arabes, veut ici montrer la persistance de sa diplomatie qui se résume dans une stratégie de non intervention. La volonté de Moscou de ne pas appuyer l'Occident dans ses projets de changement du régime de Bachar El Assad –avec qui la Russie a des liens commerciaux et militaires depuis 1950- vise à minimiser tout risque de régime islamiste fondamentaliste.

Cette position marque également la poursuite de la présence politique russe au Proche Orient où le dossier nucléaire iranien concerne Moscou par ses liens avec Téhéran. « Les échanges avec Téhéran se focalisent sur deux questions sensibles et prioritaires pour Moscou : la prolifération nucléaire et balistique et le projet de défense antimissiles mis en œuvre par l'Otan sur le continent européen », souligne Thomas Gomart (in Questions internationales, la Documentation Française).

De la réponse à toutes ces questions dépendra le sort de la Russie pour les décennies à venir, car comme l'indique Thomas Gomart (ibid) « Plus de 20 ans après la chute du communisme, la Russie continue d'occuper une position singulière sur la scène internationale en raison non seulement des dimensions de son territoire et de ses richesses naturelles, mais aussi de sa volonté de puissance que certains qualifient d'impérialisme ».

## La Russie au milieu du gué ?

Jacques Sapir  
directeur d'études à l'EHESS

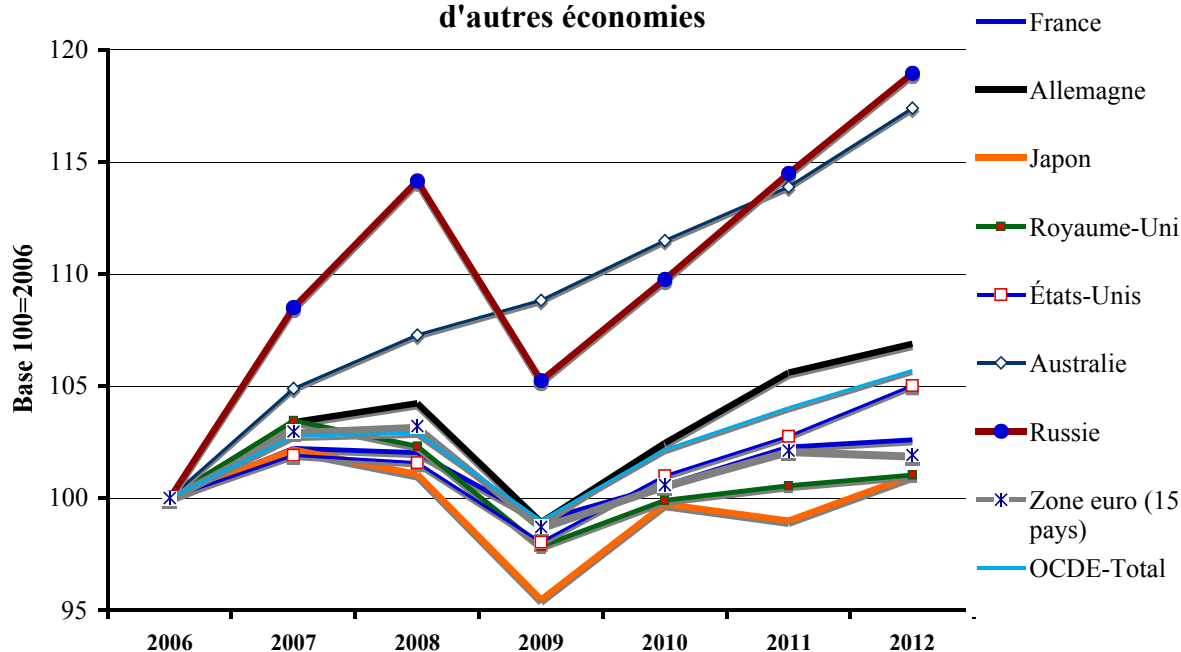
La Russie, qui semblait avoir disparu des préoccupations diplomatiques françaises depuis le printemps de 2011, est en train de faire son retour en force. La nomination d'un envoyé spécial du Président français, et surtout la personnalité de cet envoyé spécial, rien moins que Jean-Pierre Chevènement, en témoigne. Il est vrai que la bonne santé économique du pays détonne avec l'atonie que l'on connaît ailleurs. Les préoccupations politiques aussi ne manquent pas, et les positions, longtemps considérées comme intransigeantes, de la Russie sur la Syrie commencent à trouver un écho certain dans la classe politique française.

### **Dynamisme économique.**

La Russie, qui avait été frappée par la crise de 2008-2009 avec une intensité toute particulière, semble avoir retrouvé le chemin de la croissance.

La croissance de la Russie est restée forte cette année avec environ +3,9%, ce qui contraste fortement avec les pays de l'OCDE et de la zone Euro. Cette croissance a permis au pays de surmonter le choc de la crise de 2008-2009.

**Graphique 1**  
**Croissance de l'économie russe depuis 2006 en comparaison avec d'autres économies**



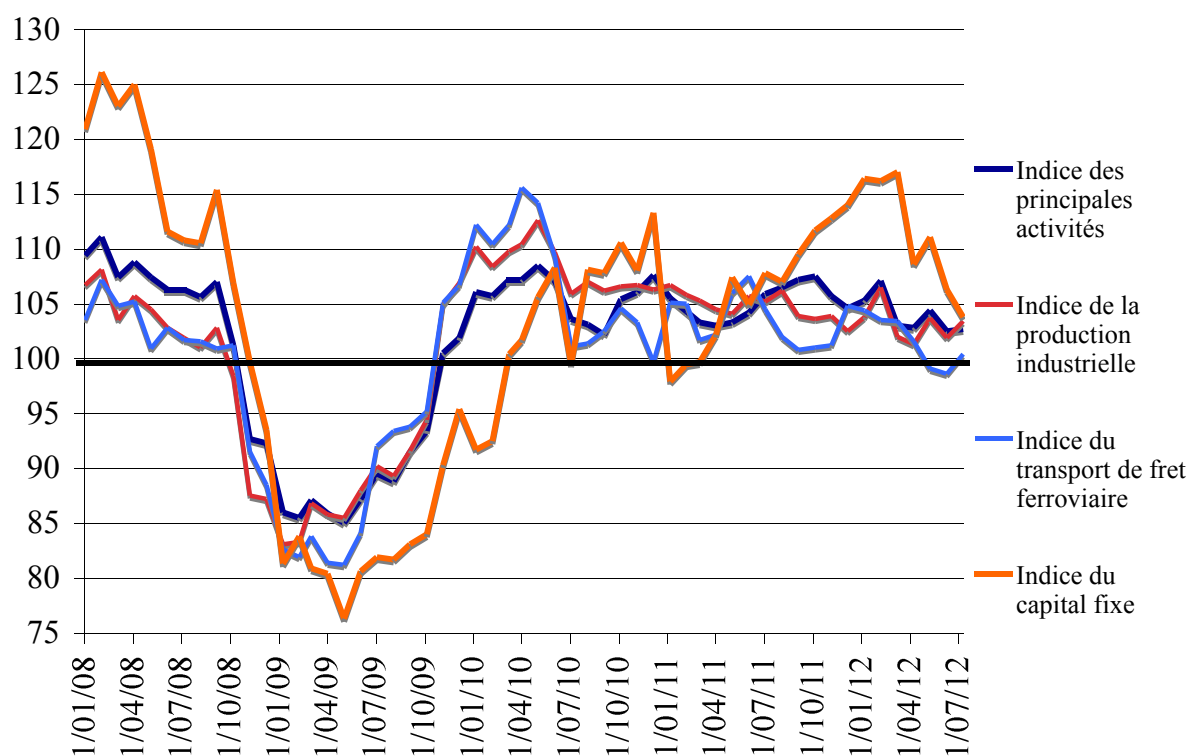
Source : Données de l'OCDE (Perspectives économiques de l'OCDE No. 91, Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections) et projection de la Banque Centrale de Russie.

Les performances macroéconomiques ont été bonnes ces dernières années, et le redémarrage

de l'investissement soutenu. En fait, après une chute brutale en 2009, la formation du capital fixe (l'investissement) a fortement repris et a atteint, en rythme de croissance d'une année sur l'autre plus de 15% au début de l'année 2012. Mais, cette croissance de l'investissement reste elle-même fragile et demande à être consolidée.

Le potentiel de croissance semble se situer autour de 6%. On remarque alors que, contrairement à ce qui est très souvent affirmé, il n'y a pas de réelle corrélation entre les prix du pétrole et la croissance. En effet, la question réelle est celle de l'utilisation – bonne ou mauvaise – des recettes.

**Graphique 2**  
**Évolutions macroéconomiques**



Source : Banque Centrale de Russie, URL : [http://www.cbr.ru/eng/statistics/print.aspx?file=macro/macro\\_12\\_e.htm&pid=macro&sid=oep](http://www.cbr.ru/eng/statistics/print.aspx?file=macro/macro_12_e.htm&pid=macro&sid=oep)

La croissance de la consommation est restée forte, soutenue en particulier par les dépenses sociales mais aussi un accès au crédit des ménages qui a été favorisé par la politique de la Banque Centrale. Le taux de chômage, qui était monté durant la crise à 9,4% (février 2009), a ainsi reculé à un niveau historiquement bas de 5,4% en juin 2012. Néanmoins, des disparités régionales importantes subsistent encore. Si, dans le bassin d'emploi de Moscou (au sens large), on semble être désormais à nouveau en situation où il y a une pénurie de main d'œuvre (en particulier pour les travailleurs qualifiés), des poches de chômeurs subsistent dans le pays. Compte tenu de la faible mobilité de la population, cela impliquera à l'avenir une politique plus active de développement régional et de planification dans l'aménagement du territoire. Les revenus ont eux aussi bien résisté par rapport à la crise. La montée en puissance des dépenses sociales a été perçue comme une nécessité pour stabiliser le revenu monétaire

disponible. Le fait que la Russie ait été, de la fin 2011 au début de 2012, dans un cycle électoral a lui aussi certainement contribué à la montée des dépenses sociales.

La forte montée des dépenses sociales, accompagnée d'une politique monétaire relativement accommodante, n'a pas provoqué de reprise forte de l'inflation. On peut penser que cela traduit aussi des efforts importants de rationalisation de la production dans les entreprises.

**Tableau 1**  
**Croissance de la productivité, indice 100 = 2002**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Ensemble de l'économie</b>	<b>100</b>	107,0	113,9	120,2	129,2	138,9	145,6	139,6	143,9	149,3
Agriculture	<b>100</b>	105,6	108,7	110,6	115,4	121,1	133,3	139,3	125,4	150,4
Pêche	<b>100</b>	102,1	106,5	102,8	104,4	107,8	102,8	109,3	83,5	93,9
Industries alimentaires	<b>100</b>	109,2	117,2	124,6	128,7	132,6	133,8	145,2	146,0	147,8
Industries de transformation	<b>100</b>	108,8	119,5	126,6	137,4	148,9	152,7	146,4	158,6	168,0
Énergie électrique, gaz et eau	<b>100</b>	103,7	104,4	108,3	110,3	107,6	109,9	105,8	104,7	104,6
Construction	<b>100</b>	105,3	112,5	119,1	137,9	155,6	169,7	160,2	158,0	162,4

Source : Comité Fédéral aux statistiques (GKS)

URL : <http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite/main/account/#>

La hausse de la productivité, compromise par la crise de 2009, a repris de manière très forte dès 2010, en particulier dans les industries de transformations et la construction (tableau 1).

L'une des conséquences de cette situation est que la Russie arrive à maintenir sa compétitivité globale face à la concurrence internationale

### ***Mais une fragilité financière persistante.***

Le système financier russe reste le point faible de l'économie, ce qui oblige l'État à intervenir de manière particulièrement importante. La Russie, en effet, n'a toujours pas de système de financement global, même si des éléments de ce système existent. La tentative pour remplacer un système fondé sur des banques qui sont elles mêmes articulées à un marché interbancaire doté de la profondeur et de la stabilité nécessaire, par un système de marchés financiers a dans une large mesure échoué. La crise de 2009 a montré justement la fragilité extrême des marchés financiers en Russie et dans les économies émergentes.

Si l'activité du secteur financier est en apparence satisfaisante, celle-ci ne peut avoir lieu qu'en raison du soutien de l'État et de la Banque Centrale aux banques. Ainsi, de juin 2011 à Juin 2012 les dépôts du Ministère des Finances et les outils de refinancement de la Banque Centrale ont financé pratiquement 40% de la hausse des crédits. Le soutien de la Banque Centrale a été particulièrement important. On considère qu'actuellement près de 7,5% des actifs du système bancaire sont constitués par des instruments soit du Ministère des Finances soit de la Banque Centrale.

L'un des résultats de cette politique a été de permettre que les taux d'intérêts réels n'augmentent pas brutalement dans la période de décélération rapide de l'inflation. Mais la question se pose de savoir si une telle situation pourra se poursuivre, dans la mesure où l'encours des crédits devient aujourd'hui à peu près équivalent au montant des dépôts.

Ceci conduit alors à la question du financement des entreprises, bien évidemment cruciale

pour la pérennité de la croissance. L'autofinancement, qui était tombé à 37% lors de la crise de 2009, est remonté à 42%, signe indubitable de l'amélioration de la santé financière des entreprises. Le réinvestissement des profits est ainsi passé de 16% du total en 2009 à 17,9% en 2011, ce qui témoigne d'une confiance des entrepreneurs dans le futur de leurs entreprises. Mais, dans les sources externes de financements, le crédit bancaire, qui atteignait 11,8% en 2008 est retombé à 8,5%. La part des banques étrangères est elle-même retombée à 1,7% du total après avoir atteint 3,2% en 2009.

**Tableau 2**  
**Financement du capital fixe en Russie par sources d'origine (en pourcentage)**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	100	100	100	100	100	100	100	100
<b>Sources internes</b>	45,4	44,5	42,1	40,4	39,5	37,1	41,0	42,1
<i>Profits</i>	19,2	20,3	19,9	19,4	18,4	16,0	17,1	17,9
<i>Amortissements</i>	22,8	20,9	19,2	17,6	17,3	18,2	20,5	20,4
<b>Sources externes</b>	54,6	55,5	57,9	59,6	60,5	62,9	59,0	57,9
Dont								
<b>Crédits bancaires</b>	7,9	8,1	9,5	10,4	11,8	10,3	9,0	8,5
dont crédits de banques étrangères	1,1	1,0	1,6	1,7	3,0	3,2	2,3	1,7
<b>Prêts d'autres Entreprises</b>	7,3	5,9	6,0	7,1	6,2	7,4	6,1	5,8
<b>Fonds budgétaires</b>	17,8	20,4	20,2	21,5	20,9	21,9	19,5	18,9
dont								
<i>Budget fédéral</i>	5,3	7,0	7,0	8,3	8,0	11,5	10,0	9,8
<i>Budgets régionaux et municipaux</i>	11,6	12,3	11,7	11,7	11,3	9,2	8,2	8,0
<i>Autres fonds d'État</i>	0,8	0,5	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3	0,2
<b>Autres</b>	20,8	20,6	21,7	20,1	21,2	23,0	24,1	24,5

Source : Comité Fédéral aux Statistiques.

URL : <http://www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite/main/entreprise/investment/nonfinancial/#>

Il est donc clair que ni les banques, ni les marchés d'actions (1% du total) ni le marché obligataire ne sont en mesure de procurer aux entreprises russes les moyens de financement dont elles ont besoin.

Les importantes sorties de capitaux et la dépendance importante des banques à la politique de la Banque Centrale pourraient être des facteurs limitant la croissance à l'avenir. Mais, surtout, la question du modèle de croissance de la Russie reste toujours posée.

### **Quel modèle de développement pour la Russie de demain ?**

Avec la récession qui se développe aujourd'hui dans la zone Euro, et qui menace de durer, mais aussi avec les craintes que l'on peut avoir sur la croissance chinoise, les exportations de matières premières auront bien du mal à progresser en 2013. Or, ces exportations restent capitales pour le pays dans la mesure où elles financent en partie l'investissement. Dans ces conditions un effort d'efficacité dans le domaine de l'investissement est plus que jamais nécessaire.

La question de la mobilisation des ressources afin de maintenir le taux de croissance est ainsi clairement une question clé pour la Russie, et cela d'autant plus que l'environnement économique, qu'il s'agisse de l'Europe ou de l'Asie, sera relativement déprimé dans les deux années qui viennent.

Le problème de la « malédiction » des matières premières a été maintes fois évoqué, et la présence du « syndrome hollandais » dans l'économie russe est incontestable. Il se traduit par un mouvement de surévaluation du taux de change entraînant une perte progressive de compétitivité. Il impose la nécessité d'élaborer une politique cohérente visant à développer l'industrie pour contrecarrer la logique de désindustrialisation. Une des réponses possibles consiste à orienter les productions vers des techniques avancées afin de compenser une hausse du coût monétaire du travail.

L'extraction de ces matières premières exige désormais des investissements de plus en plus importants et faisant appel à des techniques de plus en plus avancées. Ceci est vrai dans le domaine de l'énergie (huile et gaz) mais aussi dans celui des autres matières minérales. L'exploitation de ces ressources devient une activité manufacturière à fort contenu technique, mais à la condition qu'une large partie des équipements nécessaires soit produits en Russie. Ceci impose alors une politique publique visant à inciter les firmes détentrices de ces techniques de production à venir s'installer en Russie ou à passer des accords de licence avec des industriels russes.

Cependant, ces activités, si elles sont largement intensives en capital, dégagent peu d'emploi. Leur contribution à la hausse générale du niveau technique de l'industrie russe peut être importante, mais elles ne constituent pas les principaux gisements d'emploi.

Il est aussi évident que les ressources financières des exportations sont indispensables pour la Russie. Ces ressources permettent à l'État de jouer un rôle actif dans le développement économique, soit directement soit indirectement. Les déficiences structurelles du système financier russe laissent à penser que l'on sera obligé de maintenir cette action pour une période encore relativement longue. Pour que l'extraction et l'exploitation des matières premières permettent le dégagement de la rente la plus forte, pour permettre un prélèvement étatique important, un effort de modernisation est nécessaire.

L'extraction et l'exploitation des matières premières seront certainement un des axes de la ré-industrialisation de la Russie, mais elles ne sauraient constituer l'axe principal.

Mais il faut aussi soulever le problème d'une nécessaire reconquête du marché intérieur, abandonné aux industriels occidentaux depuis 20 ans. Cela ne signifie pas vouloir entièrement satisfaire la consommation interne de la Russie par des produits russes, mais trouver un équilibre entre importations et productions nationales. En effet, on sait que la capacité à exporter se construit au départ dans une présence solide sur le marché national.

De ce point de vue, deux axes apparaissent comme prioritaires : la transformation des matières premières produites en Russie et les industries de consommation possédant un fort contenu technique. La politique du gouvernement russe a déjà abouti au soutien de l'industrie automobile, en favorisant en particulier l'implantation de firmes étrangères en Russie (Audi, Ford, Renault mais aussi Nissan) afin de servir le marché russe, en pleine expansion. Le développement plus complet de la filière automobile, y compris avec l'installation des sous-traitants, devrait être la suite logique dans les années à venir. Mais, ici, se pose la question des règles de l'OMC, car cette politique a réussi grâce aux droits de douanes pénalisant les importations et incitant les constructeurs internationaux à venir s'installer en Russie.

Si un tel schéma doit être appliqué à d'autres industries, il est clair que les tarifs douaniers de la Russie devront évoluer en conséquence. Rappelons ici que le but de ces tarifs n'est pas de

protéger des producteurs structurellement inefficients, mais de permettre des gains d'efficacité soit par la modernisation de producteurs locaux soit par l'installation en Russie de producteurs étrangers.

Cette politique de ré-industrialisation ne pourra pas se mettre en place dans le cadre d'un isolement, ou du repli sur soi de la Russie. Ceci est parfaitement compris par les dirigeants russes. Mais elle ne pourra pas non plus se mettre en place tant que la Russie restera aussi ouverte qu'elle l'est actuellement. Et ceci est aussi compris des autorités russes. Il faudra donc trouver un juste milieu.

### ***L'enjeu social et politique de l'émergence d'une classe moyenne.***

La troisième question est celle de la revalorisation des salaires dans l'industrie, qui seul peut contribuer à l'émergence d'une classe moyenne robuste. La stabilité de la demande des ménages est une des conditions nécessaires au développement d'une industrie puissante. Ceci implique que le revenu monétaire soit en partie garanti contre les aléas de la conjoncture, et que se développent les différentes prestations sociales qui permettent aux ménages de se garantir contre les trois grands risques que sont le chômage, la maladie (et l'invalidité) et la vieillesse. Cette stabilisation du revenu des ménages constitue par ailleurs l'une des principales garanties pour le développement d'un système bancaire robuste. Des progrès importants ont été faits dans ces domaines, mais ils restent insuffisants.

Le gouvernement russe a proclamé à plusieurs reprises que l'émergence d'une classe moyenne était sa priorité. Pour l'instant, les inégalités de revenus en Russie restent très fortes, même si elles ont régressé par rapport au début des années 2000. Cette émergence implique non seulement le développement d'institutions qui soient favorables aux activités entrepreneuriales, mais elle passe aussi par une réduction du niveau de corruption. De cela, le gouvernement est pleinement conscient.

Ceci pose, à nouveau, la question du système financier qui apparaît ici à la fois comme le produit de la stabilisation de la demande mais aussi comme le moteur initial du processus devant y aboutir. Le système financier russe devrait alors s'acquitter de trois tâches distinctes : assurer les moyens du financement des grandes infrastructures publiques nécessaires au contexte de développement d'activité hautement productives, assurer le développement de filières productives par des flux réguliers de financement, assurer enfin l'émergence et le développement d'une population de petites entreprises innovantes ainsi que les conditions de leur développement futur.

On peut s'interroger sur la capacité d'un système unifié à remplir ces trois rôles qui sont en réalité très différents. La politique du gouvernement devrait alors viser à assurer la cohérence entre des systèmes spécifiques, allant de grandes banques dont certaines seront certainement publiques à des fonds d'investissement et de capital-risque.

**Face à la « grande tempête » économique mondiale qui menace, la Russie doit donc impérativement se poser la question de son modèle de développement et se donner les moyens de son évolution et de sa stabilisation.**



## **Relations avec la Russie : une nouvelle guerre froide ?**

Raphaël Vahé  
géographe

*Cette contribution paraîtra en novembre sur le site de l'IDRP :*

<http://institutidrp.org>

## BRICS : politiques d'armement et désarmement... Réalités et enjeux.

Daniel Durand,  
chercheur à l'IDRP

### *Introduction :*

Février et mars 2012 ont vu se multiplier les articles ou déclarations les plus alarmistes sur le démarrage d'une nouvelle course aux armements, qui serait animée notamment par les pays émergents. Étaient visés la Russie, à la suite de l'annonce de V. Poutine de dépenser près de 800 Mds de \$ en dix ans pour les armements ou la Chine, après un rapport du journal Jane's Defence annonçant que celle-ci allait doubler son budget militaire d'ici 2015. Or, comme les augmentations des dépenses militaires ont été en effet fortes dans la dernière décennie non seulement en Chine et Russie, mais également en Inde, au Brésil, même en Afrique du Sud, c'est-à-dire les fameux BRICS, une conclusion rapide a été lancée : le monde s'arme à la vitesse « grand V » et l'Europe et la France baissent leurs dépenses militaires ! Le débat n'est pas anodin alors qu'un nouveau Livre de la Défense est programmé pour l'hiver 2012-2013 et une Loi de Programmation militaire annoncée en France à l'été 2013. Il convient d'examiner les réalités de l'évolution des dépenses militaires des grands pays, de voir leur signification politique et stratégique, leurs conséquences éventuelles et les enjeux politiques pour l'avenir qui s'en dégagent.

### *Les réalités*

#### Une augmentation réelle

	Brésil	Russie	Inde	Chine	Af. Sud		USA	France	R-Uni
Budget 2011 (Mds \$)	35,4	71,9	48,9	143	4,5		711	62,5	62,7
Écart 2002-11	19 %	71,9 %	66 %	170 %	22 %		59 %	-0,6 %	18 %
% PIB	1,5 %	3,9 %	2,6 %	2,0 %	1,5 %		4,7 %	2,3 %	2,6 %

*SIPRI Military Expenditure Database*

Il y a à l'évidence une augmentation réelle des dépenses dans les pays des BRICS dont quatre d'entre eux se retrouvent aujourd'hui dans les dix plus gros budgets militaires : la Chine à la 2e place, avec un budget militaire de 143 Mds de \$ selon le SIPRI (100 Mds \$ officiellement), la Russie, 3e avec un budget de 72 Mds \$, l'Inde 7e avec un budget de 49 Mds de \$, le Brésil 10e avec un budget de 35,4 Mds de \$. Seule l'Afrique du Sud avec un budget de 4,5 Mds est distancée, même si son budget est le plus important de l'Afrique sub-saharienne.

Les chiffres des évolutions depuis 2002 impressionnent : Brésil (+ 19 %), Russie (+ 79 %),

Inde (+ 66 %), Chine (+ 170 %), Afrique du Sud (+ 22 %). Pour apprécier plus la réalité de ces chiffres, il faut encore les comparer à la richesse de ces pays, par exemple à leur pourcentage dans leur PIB : Brésil (1,5%) Russie (3,9%), Inde (2,6%), Chine (2,0%), Afrique du Sud (1,5%). Dernier élément à connaître, ce groupe de pays représentait 16% du PIB mondial en 2001, 27% en 2011 (+ 75%).

### **Une augmentation à relativiser.**

Il convient de replacer les données brutes précédentes en les resituant dans un contexte plus large.

En volume tout d'abord. La Chine, même si ses dépenses militaires sont en très forte augmentation, possède un budget de la défense cinq fois inférieur à celui des États-Unis, estimé par le SIPRI à 711 Mds de \$ ; le budget de la Russie ne dépasse celui du Royaume-Uni que de 10 % (62,7 Mds \$), celui de l'Inde est très inférieur à celui de la France (62,5 Mds \$), celui du Brésil est, lui aussi, loin derrière celui de l'Allemagne (46,7 Mds \$).

Le total des budgets militaires des cinq BRICS se monte à 304 Mds de \$, celui des cinq principaux pays de l'OTAN (USA, R-U, France, Allemagne, Italie) à 917 Mds de \$ : trois fois plus !

Au delà des comparaisons quantitatives, il faut considérer que le fossé « qualitatif » est bien plus considérable en terme de modernisation des armées (encore bien loin d'être achevée même pour la Russie et la Chine), en terme de matériels sophistiqués (faiblesse considérable en porte-avions, en bombardiers modernes, en recherche-développement).

Les industries de défense et de productions nationales d'équipements militaires n'en sont qu'à leur début au Brésil, en Inde et en Afrique du Sud, elles sont plus avancées mais avec de fortes disparités en Russie et en Chine.

Selon le SIPRI Year Book 2011, les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne représentent à eux cinq 75% du volume des exportations mondiales des armements conventionnels sur la période 2006-2010. Par contre, sur la période 2000-2009, parmi les 15 plus gros importateurs mondiaux d'équipements militaires, deux BRICS, la Chine et l'Inde, occupent les deux premières places. Parmi les 15 plus gros fournisseurs d'armements, sur la même période, la Russie et la Chine, se retrouvent aux seconde et septième places.

Élément de fragilité : les BRICS ont un PIB par habitant qui n'est pas proportionnel à la richesse des pays. Pour exemple, en 2011, les PIB brésilien, russe, indien, chinois et sud-africain se situent entre la 53e et la 129e places mondiales, tandis que les PIB américain, britannique, français, allemand sont entre les 6e et 23e places du classement établi par le FMI. De plus, la croissance forte des BRICS cette dernière décennie est soumise chez certains de ces pays à de nouvelles contraintes : développer un véritable marché intérieur en luttant contre la pauvreté massive comme au Brésil ou en Inde, ne pas dépendre complètement des fluctuations du prix des matières premières comme le pétrole et le gaz pour la Russie.

### ***B - Quelle signification de la montée en puissance militaire des BRICS ?***

Que signifie la montée en puissance militaire des BRICS lors de cette dernière décennie : menace-t-elle la paix internationale ?

Ce qui frappe tout d'abord est le parallélisme entre la part de plus en plus grande des BRICS dans la croissance mondiale et la croissance de leurs dépenses militaires. Les BRICS sont respectivement les neuvième, sixième, quatrième, deuxième et vingt-cinquième puissances économiques mondiales et comptent déjà pour 40% de la population mondiale. En 2015, ils assureront sans doute 61% de la croissance mondiale selon le FMI et leur population représente 40 % de la population mondiale. Il y a l'évidence une dimension de rattrapage de

la place militaire de ces pays par rapport à leur nouvelle posture économique. Avec leur politique de défense, tous ces pays aspirent à jouer un rôle régional plus important dans leur continent respectif, mais aussi un rôle mondial plus grand : deux d'entre eux sont déjà membres du Conseil de Sécurité des Nations unies, les trois autres sont candidats eux aussi à un siège de membre permanent. Plusieurs d'entre eux ont des préoccupations de sécurité spécifiques : l'Inde par rapport au Pakistan et à la Chine, la Chine pour affirmer sa souveraineté dans son espace environnant maritime (Formose) et par rapport aux États-Unis qui regardent de nouveau, de plus en plus, vers l'Asie. La Russie n'accepte pas de se sentir « encerclée » par les nouveaux pays membres de l'OTAN et par les installations du futur bouclier antimissile et cherche à restaurer sa grandeur passée.

La volonté d'accéder à des « attributs de puissance classique » correspondant à leur place, explique les politiques d'achat de modernisation d'armements, les volontés de construire des industries de défense indépendantes. Pour autant, ces politiques de rééquilibrage militaire ne se traduisent pas, aujourd'hui, par des politiques agressives menaçantes. Mais comme plusieurs de ces puissances comme la Chine, l'Inde sont dans des situations locales tendues avec leurs voisins, peut-on exclure des dérapages militaires, qui pourraient transformer ces évolutions de puissance des BRICS en course aux armements déstabilisatrice pour la paix internationale ?

Quatre des BRICS sont peu en pointe dans les discussions de désarmement, dans la mesure où elles estiment que ce n'est pas à elles de faire les efforts principaux mais aux puissances déjà équipées. C'est particulièrement vrai pour le désarmement nucléaire à l'exception notable de l'Afrique du Sud dont le statut de puissance ayant renoncé à ses armes nucléaires lui a longtemps fait jouer un rôle moteur dans les discussions du Traité de non-prolifération nucléaire.

De manière plus large, l'évolution des BRICS sur le plan militaire amène à s'interroger sur la pertinence des critères actuels de la puissance dans les relations internationales.

### ***C - Quels enjeux ? Quels leviers de puissance ?***

Les critères encore dominants de la puissance dans les relations internationales sont toujours essentiellement de nature militaire.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont toutes devenues des puissances nucléaires, c'est en vertu de ce principe que l'Inde, après la conclusion du Traité de non-prolifération nucléaire est elle aussi devenu clandestinement une puissance nucléaire.

La possession d'une industrie de défense permettant de construire ses propres armements est considérée par beaucoup de dirigeants comme une condition de la souveraineté nationale.

L'organisation du monde après la deuxième guerre mondiale s'est longtemps structurée autour de deux pôles de puissance antagoniques : États-Unis et Union soviétique avec la course aux armements et « l'équilibre de la terreur » qui en découlait. Depuis, le monde est devenu unipolaire avec les USA représentant près de 50 % des dépenses militaires mondiales. De nombreux diplomates ou spécialistes appellent de leurs vœux un monde multipolaire. L'évolution des BRICS montre les limites d'une telle organisation mondiale. Peut-on penser que le monde sera plus sûr si, à côté des USA avec un budget dépassant largement les 500 Mds de \$, nous avons dans dix ans, la Chine avec un budget de 300 Mds de \$, la Russie avec un budget de 120 à 150 Mds de \$, l'Inde avec 80 Mds de \$ ?

Ne serait-ce pas créer les bases d'une véritable course aux armements, la reconstitution du tristement « concert des nations » d'avant 1914 avec des alliances reprenant des dimensions militaires, en fonction des intérêts et des rivalités régionales ou économiques, notamment liées à la sûreté des matières premières ?

Alexandre Latsa fait remarquer à juste titre que « Bien que ce groupe de pays ne forme aucune alliance militaire, des positions communes apparaissent, sur divers problèmes internationaux. Réunis en Chine en avril 2011 les BRICS ont décidé par exemple de

s'orienter vers des échanges bilatéraux sans passer par le dollar américain. (...). Réunis à Moscou en novembre 2011, les vice-ministres des affaires étrangères du groupe BRICS se sont prononcés contre l'ingérence des forces étrangères dans les affaires internes des pays du Moyen-Orient. Une position semblable était apparue au moment de l'intervention franco-anglaise en Libye. (...) Par ailleurs, le groupe BRICS exerce déjà des pressions pour que sa représentation dans diverses instances internationales comme le FMI, soit renforcée. L'idée que le patron du FMI ne soit plus forcément un européen est dans l'air ».

La montée en puissance des BRICS qui, aujourd'hui, ne présente pas de caractère de menace réelle pour la paix, doit donner à réfléchir...

La solution est-elle simplement de se disputer la place de celui qui va leur fournir les futurs armements modernes dont ils ont besoin ? Certains commentateurs suggèrent à l'Union européenne de jouer ce rôle du meilleur fournisseur en espérant que cela aiderait à canaliser leur militarisation !

N'y-t-il pas place dans la réflexion stratégique d'aujourd'hui à repenser le contenu de la puissance dans les relations internationales ? Cela passe sans doute par une redistribution de la composition et du fonctionnement de plusieurs institutions internationales : les BRICS veulent être mieux représentés, à juste titre, au FMI, au Conseil de Sécurité. Il y a des réformes urgentes à faire.

Deuxièmement, on ne peut pas prêcher la modération dans la militarisation aux autres et ne pas faire d'effort soi-même : États-Unis, France, Royaume-Uni ont de lourdes responsabilités pour sortir toutes les discussions de désarmement des impasses dans lesquelles elles stagnent aujourd'hui : TNP, TICEN, démilitarisation de l'espace...

Des concepts nouveaux ont progressé dans le monde : sécurité humaine, développement, avenir de la planète, responsabilité de protéger les populations. Il est temps d'avancer dans leur mise en œuvre en abandonnant les instrumentalisation auxquelles elles ont donné lieu dans la dernière période (Libye, Syrie, par ex..).

Le développement du multilatéralisme autour de Nations unies renforcées et renouvelées est la clé d'un monde apaisé de coopérations et non de rivalités. Cette notion me semble différente d'une multipolarité trop ambiguë dans ses références de puissance.

## **Conclusion :**

L'augmentation des dépenses militaires des pays dits BRICS est liée d'abord à un phénomène de « rattrapage » de la part de pays en pleine croissance économique et dont la place dans les échanges mondiaux croît fortement. Cette militarisation correspond d'abord à des préoccupations sécuritaires spécifiques à chacun d'eux, à leur volonté d'acquérir les attributs classiques de la puissance correspondants à la place qu'ils veulent jouer dans l'arène internationale. Compte-tenu de ces préoccupations, du retard d'organisation, d'équipements et de technologies qu'ils accusent encore, cette évolution ne menace pas directement aujourd'hui la stabilité et la paix internationale. Elle n'en pose pas moins des réflexions nouvelles sur l'amélioration des institutions internationales pour donner toute leur place à ces nouveaux acteurs de premier plan des relations internationales, pour éviter tout risque de dérapage en créant une course aux armement et à la puissance plus déstabilisatrice. Elle pose avec force l'urgence de la démilitarisation des relations internationales au travers de la relance et de l'aboutissement de toutes les négociations de désarmement.

## **ANNEXES :**

### **Brésil :**

Le Brésil entend développer sa reconnaissance régionale. Il ne fait pas face à des enjeux de

sécurité important par rapport à ses voisins, même s'il veut plus contrôler sa très grande façade maritime, notamment du fait de la découverte de gisements de pétrole en mer.

Son armée dispose d'un matériel encore largement obsolète. En 2009, il a décidé la commande de 4 sous-marin Scorpion et des hélicoptères à la France sous réserve de transfert de technologie, a prévu un sous-marin nucléaire qu'il devrait commencer à construire en 2016, poursuit l'examen d'un marché de 36 avions de combat pour lequel le Rafale est sur les rangs. Du fait de la crise économique, sa nouvelle présidente, Mme Dilma Roussef, a décidé en 2011 une baisse de 8 % du budget qui, à 15, 4 Mds \$ est le 1er d'Amérique latine.

Malgré le freinage budgétaire, les autorités brésiliennes entendent poursuivre la relance d'une industrie de l'armement qui a vieilli. Le Brésil était le 8e exportateur mondial en 1980, il n'est aujourd'hui que le 30e.

### **Russie :**

La politique d'armement russe est celle de la restauration de la puissance passée. Elle comporte une dimension de politique intérieure pour le président Poutine pour se montrer aux yeux de l'opinion publique le défenseur de la grandeur russe passée face à l'impression d'encerclement par l'OTAN ressenti. Cela s'est traduit par l'annonce d'un projet de dépenser 590 Mds d'euros (750 Mds \$ sur 10 ans), ce qui conduirait à un doublement du budget. Ces prévisions pour se réaliser supposent que les prix du pétrole et du gaz naturel restent toujours aussi élevés, ce qui n'est pas forcément certain.

La Russie a entrepris la modernisation de son armée. Il y a eu une décroissance des effectifs : 4 à 5 millions d'hommes en 1980, 2,1 en 1994, 1,3 en 2000, 0,850 en 2003, 1 million en 2006. Aujourd'hui, 1/4 sont des professionnels.

Les autorités russes préviennent que le désarmement ne les intéressera plus s'il y a mise en place du bouclier antimissile. Ils ont également annoncé qu'ils renonçaient au fond de soutien occidental pour le démantèlement des anciennes armes de l'Union soviétique. La diplomatie russe se cantonne dans une posture déclamatoire dans les arènes internationales du désarmement sans jouer un rôle réellement actif. Elle se retrouve avec la diplomatie chinoise pour exiger des négociations pour un traité de démilitarisation de l'espace.

### **Inde :**

L'Inde est face à des menaces multiples : relations ambiguës avec la Chine, antagoniques avec le Pakistan. Elle veut une reconnaissance régionale, et elle aspire à un siège permanent au Conseil de Sécurité.

Son budget militaire a progressé de 10 % en moyenne depuis 2002, après un ralentissement (+ 4%) en 2011, il est prévu qu'il augmente de 17 % en 2013. L'évolution des dépenses indiennes suit en partie l'évolution des dépenses de la Chine ainsi que la situation au Pakistan, proche allié d'ailleurs de la Chine.

Pour rénover son armée, elle est devenue le plus gros importateur d'armes (10 % du marché mondial). Derrière l'Inde, il y a la Corée, puis le Pakistan et la Chine. Le 19 avril 2012, l'Inde a lancé son premier missile intercontinental (Agni V - 5 000 kms de portée), à tête nucléaire et pouvant atteindre la Chine. Elle a un projet d'achat de 126 Rafale toujours en négociation.

### **Chine :**

La Chine entend jouer un rôle de puissance régionale, notamment en maîtrisant son environnement maritime par rapport à ses voisins, Japon et Corée du Sud. Elle entend aussi être reconnue comme une puissance mondiale, comme elle l'est déjà sur le plan économique. Elle ambitionne de se rapprocher de la parité avec les USA. Pour cela, elle veut rattraper son retard technologique et moderniser son armée qui compte environ 2,3 millions d'hommes.

Elle a lancé son premier porte-avions en 2012. Elle a un programme de missile balistique anti-navire DF-21D ("tueur de porte-avions"), de bombardier furtif J-20. Mais elle reste dépendante de la technologie russe car elle a acheté beaucoup de matériel russe : chasseurs Sukoï SU 27-30, missiles sol-air S300.

Puissance nucléaire depuis 1964, elle possède environ 150 têtes nucléaires (France 300, Royaume-Uni 200, Russie 5 800, USA 5 100). Elle possède une maîtrise de l'espace : elle a lancé un satellite habité en 2003, mis en orbite par une fusée "Longue Marche", proche des modèles Soyouz. russes.

Elle a adopté une démarche pragmatique sur le désarmement. Elle est la seule puissance nucléaire à avoir annoncé publiquement des garanties positives et négatives de sécurité sur le non-emploi de l'arme nucléaire envers les pays non-nucléaires. Elle défend le renforcement du TNP et la mise en application des dispositions de désarmement nucléaire contenues dans son article VI. Elle y a objectivement intérêt, puisque son arsenal nucléaire est beaucoup plus faible que ceux des USA et de la Russie.

### ***Afrique du Sud :***

L'Afrique du Sud cherche la reconnaissance régionale en participant aux opérations de maintien de la paix en Afrique avec l'Union Africaine et avec l'ONU : c'est le 10e contributeur de troupes de maintien de la paix en 2005. Elle fournit 60 % des contributions au fonds de paix de l'UA en 2004.

Ses dépenses militaires ont augmenté de 50 % entre 1997 et 2010 mais la crise économique la amenée à freiner ses dépenses de 4 % en 2010, à freiner également la livraison d'avion de combat suédois Gripen, à annuler sa commande de huit avions de transport A400M auprès d'Airbus.

Elle aspire à un siège permanent au Conseil de Sécurité. Seule puissance nucléaire ayant abandonné cette arme avec le gouvernement de Klerk avant la fin de l'apartheid, elle a joué un rôle actif dans les négociations de désarmement nucléaire, notamment lors de la prolongation <sup>2</sup>indéfinie du TNP en 1995. Elle continue d'ailleurs à être un état important dans les discussions de désarmement.

\*\*\*\*\*

#### **Sources utiles :**

1 - dossier du journal Le Monde du 29/02/2012 :

« Le réarmement des Brics est le reflet de leur poids économique croissant », Renaud Bellais, chercheur associé à l'ENSTA Bretagne

« L'Europe, seule sage parmi les fous ? », Pierre Hassner, chercheur associé Sciences Po au CERI

« Les paradoxes du réarmement des Brics », Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'IRIS

« Entre volonté de rattrapage et ambitions régionales des Brics », Aude-Emmanuelle Fleurant, directrice, domaine d'études Armement et économie de défense, IRSEM

2 - Note d'analyse du GRIP, « La hausse des dépenses militaires des BRICS : Menace pour la sécurité ou aubaine pour l'industrie européenne de l'armement ? », Bérangère Rouppert, 22 juin 2012, URL :

[http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES\\_ANALYSE/2012/NA\\_2012-06-22\\_FR\\_B-ROUPPERT.pdf](http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-06-22_FR_B-ROUPPERT.pdf)

3 - SIPRI Yearbook 2011, <http://www.sipri.org/research/armaments/milex>

4 - "Un autre regard sur la Russie" par Alexandre Latsa, 22/02/2012, <http://fr.rian.ru/tribune/20120222/193451908.html>

# SOMMAIRE -----

## □ dossier 1 : Quels défis pour la Russie aujourd'hui ?

◆ Jean Géronimo, politologue, spécialiste des questions économiques et stratégiques russes

◆ Jacques Sapir, directeur d'études à l'EHESS

◆ Patrick Kamenka, journaliste

◆ Raphaël Vahé, géographe (sur le site <http://institutidrp.org>)



## □ dossier 2 : BRICS : politiques d'armement et désarmement... Réalités et enjeux.

◆ Daniel Durand, chercheur à l'IDRP

### *Nouvelles brèves :*

*○ le prochain numéro des Cahiers de l'IDRP paraîtra en décembre. Il comportera un dossier sur l'Afrique de l'Ouest et ses enjeux et un second sur la cybersécurité.*

*Les Cahiers de l'IDRP - Publication trimestrielle de l'Institut de Documentation et de Recherche sur la Paix -  
Directeur de publication : Jacques Le Dauphin - C.P.P : en cours  
Prix au numéro : 5 € - Abonnement annuel (4 n°) : 16 €*

*IDRP -Siège de l'ARAC, 2 place du Méridien 94807 VILLEJUIF CEDEX – <http://www.institutidrp.org> - contact :06 68 12 82 15*